

**Art. 2.** L'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, est complété par le membre de phrase « ou il est une initiative de parents enregistrée telle que visée à l'arrêté ministériel du 19 décembre 2018 relatif à l'enregistrement d'initiatives de parents dans le cadre du financement personnalisé, qui fait appel à un offreur de soins autorisé conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juin 2016 portant autorisation des offreurs de soins et de soutien non directement accessibles pour personnes handicapées ».

**Art. 3.** À l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Des forfaits partiels ne peuvent être octroyés que si un investissement concret a été effectué pour le forfait partiel en question. » ;

2° dans le paragraphe 3, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'unité de capacité comprend, outre le logement adapté, l'espace nécessaire aux activités et à la thérapie, adapté aux besoins (de soins) de l'utilisateur, la superficie nette totale de l'unité de capacité étant d'au moins 45 m<sup>2</sup> ; » ;

3° dans le paragraphe 3, 2°, le membre de phrase « 16,5 m<sup>2</sup> de superficie brute » est remplacé par le membre de phrase « 15 m<sup>2</sup> de superficie nette » ;

4° dans le paragraphe 4, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le forfait d'activités de jour est octroyé si le projet comprend au moins 15 m<sup>2</sup> de superficie nette pour l'unité de capacité. » ;

5° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « superficie brute » sont remplacés par les mots « superficie nette » et les mots « des superficies visées » sont remplacés par les mots « de la superficie visée ».

**Art. 4.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, b), de l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, le membre de phrase « , calculée sans la cellule sanitaire, » est inséré entre le membre de phrase « de 9 m<sup>2</sup> » et les mots « et dispose des installations sanitaires ».

**Art. 5.** À l'article 9 de l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le membre de phrase « 4 et 5° » est remplacé par le membre de phrase « 4°, 5° et 6° » ;

2° entre les alinéas 2 et 3, il est inséré un alinéa, rédigé comme suit :

« Si une dérogation à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, est autorisée, au minimum 25 % du nombre de chambres est toujours intégralement accessible. ».

**Art. 6.** L'article 10 de l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« À la demande du demandeur, le Fonds peut autoriser une dérogation à la condition, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, b). ».

**Art. 7.** Dans le point 4° de l'annexe 2 du même arrêté, les mots « le bénéficiaire de budget » est remplacé par les mots « la personne handicapée » et les mots « est censé » sont remplacés par les mots « est censée ».

**Art. 8.** Les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, 1°, 2°, 4° et 5°, et les articles 4, 5, 6 et 7 produisent leurs effets à partir du 19 octobre 2018.

**Art. 9.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 juin 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14854]

#### 3 MAI 2019. — Décret portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

#### SECTION I<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par:

1° « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française;

2° « Conseil supérieur »: le Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 novembre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports;

3° « Sport »: activité physique, individuelle ou collective, pratiquée à des fins de loisir ou de compétition nécessitant ou ayant un effet d'entraînement cardio vasculaire ou musculaire, encadrée par un certain nombre de règles définies par une autorité et pour laquelle une habileté motrice est déterminante pour le résultat obtenu;

4° « Mouvement sportif organisé »: l'ensemble des fédérations sportives, fédérations sportives non-compétitives, fédération sportive handisport, associations sportives multidisciplinaires, association sportive handisport de loisir, association sportive dans l'enseignement supérieur et association du sport scolaire telles que définies ci-après, ainsi que leurs cercles;

5° « Sportif (ve) »: personne physique affiliée à un cercle qui pratique une activité sportive régulière;

6° « Membre »: personne physique affiliée par l'intermédiaire d'un cercle à une fédération ou une association;

7° « Arbitre »: personne physique affiliée à une fédération ou à une association sportive, chargée de la direction du déroulement d'une épreuve sportive, du respect des règlements établis par la fédération sportive et de la validation du résultat sportif;

8° « Cercle »: groupement de membres affiliés à une fédération ou à une association sportive, dont la majorité des membres répond à la définition de sportif, à l'exception de ceux de la fédération sportive handisport et de l'association sportive handisport de loisir;

9° « Cadre administratif »: personne employée à des fonctions de direction, de gestion ou de secrétariat;

10° « Cadre sportif »: personnes employées à des fonctions pédagogiques, techniques ou d'organisation sportive;

11° « Fédération sportive »: toute association de cercles qui vise l'organisation d'un sport ou de disciplines sportives associées ou affinitaires et qui, à ce titre, a pour but de proposer une offre sportive appropriée tant à la pratique de loisir que de compétition de tout niveau, ainsi qu'à chaque tranche d'âge et à chaque type de pratiquant et de contribuer ainsi à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;

12° « Fédération sportive handisport »: toute association de cercles qui vise l'organisation et la coordination des disciplines sportives pour les personnes en situation de handicap physique, sensoriel ou mental nécessitant la mise en place d'activités physiques adaptées et qui, à ce titre, a pour but de proposer une offre sportive appropriée tant à la pratique de loisir que de compétition de tout niveau, ainsi qu'à chaque tranche d'âge et à chaque type de pratiquant et de contribuer ainsi à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres.

Au sens du présent décret, il faut entendre par handicap physique, sensoriel ou mental, le handicap minimum classifiable, tel que déterminé par le Comité Paralympique International;

13° « Fédération sportive non-compétitive »: toute association de cercles qui vise l'organisation d'un sport (ou disciplines sportives associées) pour laquelle il n'existe aucune pratique compétitive organisée et qui, à ce titre, a pour but de proposer une offre sportive appropriée à chaque tranche d'âge et à chaque type de pratiquants et de contribuer par ses activités à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;

14° « Association sportive multidisciplinaire »: toute association de cercles qui vise l'organisation et/ou la coordination d'activités sportives multidisciplinaires, en dehors de toute pratique sportive de haut niveau, et qui, à ce titre, a pour but de proposer une offre sportive appropriée et variée à ses membres et de contribuer par ses activités à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;

15° « Association sportive handisport de loisir »: toute association de cercles qui vise l'organisation et la coordination des disciplines sportives pour les personnes présentant des déficiences physiques, sensorielles ou mentales nécessitant la mise en place d'activité sportive adaptée et diversifiée à l'exclusion de compétitions organisées sur base du handicap minimum classifiable, tel que déterminé par le Comité Paralympique International;

16° « Sport scolaire »: ensemble des activités sportives organisées, en dehors des programmes des cours, par les fédérations sportives scolaires, à l'attention des élèves des enseignements fondamental et secondaire et qui ont pour buts de:

a) contribuer à leur épanouissement physique, psychique et social;

b) susciter leur intérêt pour une pratique sportive dans le milieu associatif extrascolaire;

17° « Fédération sportive scolaire »: association existant dans chacun des réseaux d'enseignement et mettant en œuvre des activités sportives à l'attention des élèves des enseignements fondamental et secondaire, en dehors des programmes de cours et qui permet de répondre aux buts visés au 16°;

18° « Sport dans l'enseignement supérieur »: ensemble des activités sportives organisées, en dehors des programmes de cours, à l'attention des étudiants inscrits dans un établissement visé aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui a pour but de:

a) contribuer à leur épanouissement physique, psychique et social;

b) susciter leur intérêt pour une pratique sportive régulière;

19° « Centre sportif dans l'enseignement supérieur »: centre sportif organisé par un établissement visé aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui a pour but de:

a) contribuer à leur épanouissement physique, psychique et social;

b) susciter leur intérêt pour une pratique sportive dans le milieu associatif extrascolaire;

20° « Association sportive dans l'enseignement supérieur »: association qui vise à coordonner et promouvoir les activités sportives organisées par les Centres sportifs dans l'enseignement supérieur;

21° « DEA »: défibrillateur externe automatique de catégorie 1, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté royal du 21 avril 2007 fixant les normes de sécurité et les autres normes applicables au défibrillateur externe automatique utilisé dans le cadre d'une réanimation;

22° « Infrastructure sportive »: toute installation immobilière destinée à la pratique sportive;

23° « Projet de vie »: Toute mesure ou action permettant aux sportifs de haut niveau de concilier leur pratique sportive avec des études, de la formation, un stage ou un emploi, dans le but de contribuer à leur épanouissement et de faciliter la transition post-carrière sportive.

**SECTION II.** — Des droits et obligations générales des fédérations et associations, ainsi que de leurs cercles et de la préservation de l'intégrité du sport

**Art. 2.** Le Mouvement sportif organisé s'engage pour un sport éthiquement responsable et est soumis aux dispositions du décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive.

**Art. 3.** Le Mouvement sportif organisé s'engage à respecter les principes de base d'une gouvernance adaptée.

La gouvernance adaptée du Mouvement sportif organisé s'articule autour de 4 thèmes:

1° l'intégrité;

2° l'autonomie et la responsabilisation;

3° la transparence;

4° la démocratie, la participation et l'intégration en ce compris l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport.

Le Gouvernement arrête les normes et les modalités d'évaluation de la gouvernance du Mouvement sportif organisé.

**Art. 4.** Le Mouvement sportif organisé s'engage à tout mettre en œuvre pour lutter efficacement contre la manipulation des compétitions sportives.

Il s'engage en outre à collaborer pleinement avec la plateforme nationale de lutte contre la manipulation des compétitions sportives.

**Art. 5.** Le Mouvement sportif organisé s'engage pour une pratique sportive durable et respectueuse de l'environnement.

Le Gouvernement peut adopter un cadre minimal des impératifs en matière de préservation de l'environnement.

**Art. 6.** Les cercles doivent garantir à leurs membres un encadrement suffisant en nombre et formé conformément aux dispositions définies par le Gouvernement.

Après concertation avec les fédérations et les associations sportives concernées, le Gouvernement fixe, en matière d'encadrement, des normes minimales tant qualitatives que quantitatives pour les disciplines qu'il détermine.

Les fédérations et associations reconnues veillent à inciter les cercles à se doter d'un encadrement de qualité, notamment par la valorisation des cercles répondant à plusieurs critères de qualité.

Les fédérations et associations reconnues veillent à informer leurs cercles affiliés des formations qu'elles organisent dans le cadre de la section 3 du chapitre 4 du présent décret.

**Art. 7.** Le Mouvement sportif organisé s'engage pour une pratique sportive sans dopage et est soumis aux dispositions du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

**Art. 8.** Le Mouvement sportif organisé s'engage pour une pratique respectant l'intégrité physique, psychique et morale de ses membres. Il privilégie une pratique destinée à favoriser une pratique tout au long de la vie de ses membres.

Il est soumis aux dispositions du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport.

**Art. 9.** Le Mouvement sportif organisé a l'obligation, le cas échéant, de faire mention de la reconnaissance et du soutien de la Communauté française, sous la forme que le Gouvernement détermine, dans ses documents officiels et ses différents supports promotionnels, y compris lors des événements qu'il organise.

## CHAPITRE II. — Des droits et obligations généraux des cercles et de leurs membres

### SECTION I<sup>re</sup>. — De la lutte contre le dopage

**Art. 10.** Les cercles incluent dans leurs statuts ou règlements les dispositions découlant de la mise en œuvre du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

**Art. 11.** Chaque cercle fait connaître à ses membres ainsi que, le cas échéant, aux représentants légaux de ceux-ci, les dispositions statutaires ou réglementaires de la fédération ou de l'association sportive en ce qui concerne le règlement spécifique de lutte contre le dopage.

Les cercles diffusent à destination de chacun de leurs affiliés les campagnes d'éducation, d'information et de prévention élaborées par le Gouvernement relatives à la lutte contre le dopage et à sa prévention visés aux articles 2 et 3 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

### SECTION II. — De la sécurité

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les cercles prennent les mesures pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant lors des activités qu'ils organisent.

Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.

§ 2. Les infrastructures sportives sont équipées d'un DEA.

L'armoire incorporant le DEA doit être placée dans un endroit visible et accessible à tout moment au plus grand nombre d'utilisateurs potentiels.

§ 3. Les cercles s'assurent de la présence d'un DEA dans les infrastructures sportives qu'ils utilisent.

Les cercles veillent à l'information et à la formation régulière à l'usage du DEA, ainsi qu'à la participation de membres du cercle, et/ou de leur organisation, à cette formation, dans des conditions fixées par le Gouvernement.

### SECTION III. — Des droits et des devoirs des cercles et des sportifs

**Art. 13.** Le cercle veille à adopter la structure juridique adaptée à son fonctionnement et à la protection des intérêts de ses membres.

**Art. 14.** Les cercles informent leurs membres ainsi que, le cas échéant, les représentants légaux de ceux-ci, des dispositions statutaires ou réglementaires de la fédération ou de l'association en ce qui concerne la Code d'éthique sportive et le code disciplinaire visés à l'article 21, 12° et 15°.

**Art. 15.** Les cercles tiennent à la disposition de leurs membres ainsi que, le cas échéant, à la disposition des représentants légaux de ceux-ci, une copie des statuts, règlements et contrats d'assurances de la fédération ou de l'association à laquelle ils sont affiliés.

Les cercles veillent également à diffuser l'information relative aux formations visées à la section 3 du chapitre 4 du présent décret.

### SECTION IV. — Du transfert

**Art. 16.** Tout membre a le droit de mettre fin chaque année à son affiliation à un cercle à l'issue de la période de transfert arrêtée statutairement par la fédération ou l'association, sans préjudice du respect d'un délai obligatoire fixé par la loi, notamment en raison d'un contrat de travail à durée déterminée dont l'échéance ne coïncide pas avec la date à laquelle le contrat d'affiliation peut être résilié.

La période de transfert ne peut être inférieure à 30 jours calendrier.

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Le passage d'un sportif d'un cercle vers un autre est obligatoirement libre de toute prime de transfert, quelle qu'en soit sa nature.

§ 2. Les principes directeurs permettant de déterminer le montant de l'indemnité de formation doivent être fixés par les statuts de la fédération ou de l'association concernée.

L'indemnité de formation est interdite, lors de tout passage d'un cercle à un autre pour les sportifs évoluant en catégories d'âge.

L'indemnité de formation ne peut viser que le passage des sportifs évoluant au niveau senior, à l'exclusion des équipes réserves, compte tenu des règles de qualification établies par la fédération dans ses statuts et règlements.

En ce cas l'indemnité est due au(x) club(s) ayant contribué à la formation, endéans la durée prévue par la fédération.

Les règlements de la fédération doivent prévoir au minimum:

- a) la durée de formation pendant laquelle l'indemnité est due (période de formation);
- b) la prise en compte des années en centre de formation organisé ou agréé par la fédération sportive;
- c) les possibilités de recours en cas de litige;
- d) les cas d'exonération (de paiement de l'indemnité de formation);
- e) l'âge maximal auquel l'indemnité est exigible.

Le montant de l'indemnité de formation peut, entre autre, tenir compte des éléments suivants en lien avec la formation du sportif: niveau de compétition, intégration à un centre de formation organisé ou agréé par la fédération ou l'association sportive concernée, type de mutation (montante, descendante), le label du club.

Le règlement doit prévoir si l'indemnité de formation ne peut être réclamée qu'à une seule reprise pour une même formation ou si elle est due à chaque mutation.

Elle ne peut en aucun cas être réclamée au sportif ou à son représentant légal. Elle est due par le cercle vers lequel le sportif est transféré.

Son montant doit revenir au cercle formateur et doit être affecté à son budget relatif à la formation.

La fédération doit prévoir dans ses règlements si elle prélève une partie du montant perçu pour les indemnités de formation. Cette somme doit obligatoirement être utilisée à des fins de formation et ne peut excéder 20% de la somme totale.

§ 3. Tout litige éventuel qui pourrait intervenir concernant l'indemnité de formation ne peut empêcher le sportif d'être transféré selon son souhait.

**SECTION V. — De la reconnaissance comme sportif de haut niveau, arbitre de haut niveau, espoir sportif, jeune talent, sportif de haut niveau en reconversion ou partenaire d'entraînement**

**Art. 18.** Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil supérieur, les disciplines sportives et au sein de celles-ci, les tranches d'âge pour lesquelles il peut être procédé à la reconnaissance de sportifs de haut niveau, arbitres de haut niveau, d'espoirs sportifs, jeunes talents, sportifs de haut niveau en reconversion ou de partenaires d'entraînement.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Les fédérations sportives et la fédération sportive handisport pour autant qu'elles gèrent une discipline sportive dont la liste est fixée par le Gouvernement conformément à l'article 18 sont habilitées à introduire, auprès de l'Administration, les dossiers des sportifs ou d'arbitres qui leur paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour obtenir la reconnaissance en tant que sportif de haut niveau, arbitre de haut niveau, espoir sportif, jeune talent, sportif de haut niveau en reconversion ou partenaire d'entraînement.

Peuvent être reconnus comme:

1° sportifs de haut niveau ou espoirs sportif de haut niveau:

a) dans le contexte des sports d'équipe: Des sportifs sélectionnés, dans leur catégorie d'âge, pour les Jeux olympiques ou Paralympiques ou dans le cadre de compétitions significatives sur le plan européen, mondial ou assimilées;

b) dans le contexte des sports individuels:

- 1) les sportifs sélectionnés ou présélectionnés pour les Jeux olympiques ou Paralympiques;
- 2) les sportifs présentant des niveaux de performance permettant d'augurer des résultats probants lors des Championnats d'Europe, du Monde ou des compétitions assimilées, dans leur catégorie d'âge;

2° arbitres de haut niveau: les arbitres appelés à officier lors de Jeux olympiques ou Paralympiques, Championnats d'Europe, du Monde, Universiades ou des compétitions assimilées;

3° jeunes talents: les sportifs dont le niveau de performance ou de pratique, l'ensemble des paramètres permettant d'évaluer leur potentiel et leur capacité de progression autorise la fédération à penser que celui-ci puisse accéder au statut d'espoir sportif de haut niveau;

4° sportifs de haut niveau en reconversion: les sportifs ayant bénéficié d'un statut de sportif de haut niveau pendant au moins 4 ans, présentant un projet de transition post-carrière sportive consécutif au projet de vie qu'ils ont initié et/ou développé pendant leur carrière sportive, concerté avec le référent projet de vie de la fédération concernée;

5° partenaires d'entraînement: des sportifs dont le niveau, tout en étant en deçà de celui d'un sportif de haut niveau ou d'un espoir sportif reconnu, leur permet de tenir un rôle de partenaire ou d'opposant tant en vue d'optimiser la préparation des sportifs de haut niveau ou des espoirs sportifs de haut niveau que de développer leurs propres potentialités.

§ 2. Les élèves de l'enseignement obligatoire ou étudiants de l'enseignement supérieur reconnus sportifs de haut niveau, espoirs sportifs, jeunes talents, sportifs de haut niveau en reconversion ou partenaires d'entraînement peuvent bénéficier de mesures leur permettant des aménagements scolaires ou d'études afin d'optimiser la gestion de leur double carrière, conformément à l'article 58, § 7, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et à l'article 151 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et aux articles 9, § 3, 2°, 10/1, du décret relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire du 30 juin 2006.

Le personnel des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psychomédicosociaux, reconnus sportifs de haut niveau, espoirs sportifs, sportifs de haut niveau en reconversion ou partenaires d'entraînement peuvent bénéficier de congé pour activités sportives, conformément aux articles 75 à 82 décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Après approbation d'un cadre de référence technique proposé par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport reprenant notamment les critères spécifiques de sélection aux différents statuts et les tranches d'âge, le Gouvernement établit, sur base des propositions des fédérations, au moins une fois par an la liste des sportifs reconnus tels que définis à l'article 19.

En principe, la durée de la reconnaissance est d'un an mais celle-ci peut être de deux ans s'il s'agit d'un sportif engagé dans un cycle scolaire au troisième degré de l'enseignement obligatoire, ou académique, dans le cadre d'un étalement. Elle est limitée à deux ans, non renouvelable, pour le statut de sportif de haut niveau en reconversion.

Le Gouvernement définit le contenu minimal du cadre de référence technique.

§ 2. La reconnaissance peut être retirée par le Gouvernement:

- 1° en cas de suspension prononcée par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport concernée;
- 2° en cas de sanction prise en exécution du décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive.

§ 3. Le Gouvernement définit la procédure d'introduction et d'examen des demandes de reconnaissance ainsi que la procédure d'examen des retraits de reconnaissance.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des fédérations sportives, des fédérations sportives non compétitives, de la fédération sportive handisport, des associations sportives multidisciplinaires et une association sportive handisport de loisir*

#### SECTION I<sup>re</sup>. — Conditions générales

**Art. 21.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive, une fédération sportive non compétitive, une fédération sportive handisport, une association sportive multidisciplinaires et une association sportive handisport de loisir pour autant qu'elle:

- 1° relève de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution;
- 2° dispose d'une complète autonomie administrative et financière;
- 3° établit son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 4° ait une activité régulière conforme à son objet social;
- 5° soit constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses;
- 6° soit dirigée par un conseil d'administration composé au minimum de sept administrateurs élus par l'assemblée générale de la fédération ou de l'association.

Au sein du Conseil d'administration, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe.

Le Gouvernement peut dispenser certaines fédérations ou associations de l'application de cette disposition dans le cas où elles se trouveraient dans une situation particulière, dûment motivée la rendant impossible ou problématique;

7° impose à ses cercles, conformément aux règlements internes de ceux-ci, d'être gérés par un comité élu par leurs membres en ordre d'affiliation ou leurs représentants légaux;

8° tienne, selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité permettant le contrôle visé au 11°, a);

9° fédère des cercles dont les activités correspondent à son objet social au moins dans trois des lieux géographiques suivants: provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et région bilingue de Bruxelles-Capitale;

10° compte au moins, au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance, soit trois années d'existence et d'activité sportive régulière dans le cadre d'une structure communautarisée, soit une année dans celui d'une structure nationale préexistante;

11° s'engage à:

a) accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;

b) communique annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions qu'elle détermine:

- 1) la liste de ses cercles affiliés;
- 2) les modalités d'emploi de leurs cadres administratifs et sportifs;

c) communiquer à l'Administration ses statuts et règlements ainsi que toutes les modifications qui leur sont ultérieurement apportées;

12° intègre dans ses statuts ou règlements un code disciplinaire explicitant:

- a) les droits et devoirs réciproques des membres, des cercles et de la fédération ou association;
- b) les violations potentielles;
- c) les mesures disciplinaires y relatives;
- d) les procédures applicables et leurs champs d'applications;
- e) les modalités de l'information et de l'exercice du droit à la défense préalablement au prononcé de toute sanction;
- f) les modalités de recours;

13° respecte, lors des activités dont elle est le pouvoir organisateur, les normes minimales fixées, le cas échéant, conformément à l'article 6;

14° fasse adopter par son assemblée générale les dispositions pour que ses membres soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;

15° intègre dans son règlement d'ordre intérieur la charte d'éthique sportive en vigueur en Communauté française tel que repris par le décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive;

16° s'engage à:

a) mettre en place une structure en charge des questions relatives à la tolérance, au respect, à l'éthique et à l'esprit sportif et désigner une personne relais;

b) mettre en place une structure d'accompagnement des sportifs pour les aspects relatifs à leur projet de vie et désigner une personne relais;

17° veille à ce que la structure nationale dont elle est, le cas échéant, partie composante soit organisée sur le plan de ses instances de décision et de gestion d'un nombre égal d'élus issus des fédérations ou associations communautaires.

#### SECTION II. — Conditions particulières de reconnaissance pour les fédérations sportives

**Art. 22.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive pour autant qu'elle:

1° interdit à ses cercles l'affiliation à une autre fédération ou association reconnue gérant, totalement ou partiellement, une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire, à l'exception de la fédération sportive handisport et de l'association sportive handisport de loisir;

2° compte au moins, au moment de l'introduction de leur demande de reconnaissance et pendant toute la durée de celle-ci, 250 sportifs;

3° s'engage à communiquer annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions que le Gouvernement détermine, le nombre de leurs sportifs différenciés par âge et par sexe.

Le Gouvernement ne peut reconnaître qu'une seule fédération sportive par discipline sportive ou groupe de disciplines sportives similaires.

#### SECTION III. — Conditions particulières de reconnaissance pour la fédération sportive handisport

**Art. 23.** Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive handisport pour autant qu'elle:

1° démontre que les missions et activités sont conformes à la définition de l'article 1, 12°;

2° remplit les missions suivantes:

a) être le point de contact pour l'ensemble des acteurs handisport concernés en Communauté française et soutenir ceux-ci par le biais d'une coopération poussée;

b) offrir un support technico-sportif aux fédérations et associations sportives désireuses de développer une activité handisport intégrée en leur sein;

c) remplir une fonction de guichet pour faire connaître le paysage du handisport;

d) être un centre d'expertise sur les thèmes pertinents pour le handisport;

e) sensibiliser le grand public au handisport;

f) orienter et activer les sportifs handicapés par le biais de la collaboration transversale et du réseautage avec la société civile;

3° s'engage à référencer annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions que le Gouvernement détermine, le nombre des sportifs affiliés en son sein et dans les fédérations sportives, différenciés par âge et par sexe complété du type de handicap classifié.

#### SECTION IV. — Conditions particulières de reconnaissance pour les fédérations sportives non compétitives

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut reconnaître une fédération sportive non compétitive pour autant qu'elle:

1° interdit à ses cercles l'affiliation à une autre fédération ou association reconnue gérant, totalement ou partiellement, une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire à l'exception de la fédération sportive handisport et de l'association sportive handisport de loisir;

2° compte au moins, au moment de l'introduction de leur demande de reconnaissance et pendant toute la durée de celle-ci, 1000 sportifs;

3° s'engage à communiquer annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions que le Gouvernement détermine, le nombre de leurs sportifs différenciés par âge et par sexe.

§ 2. Le Gouvernement ne peut reconnaître qu'une seule fédération sportive non compétitive par discipline sportive ou groupe de disciplines sportives similaires, pour autant qu'une fédération sportive ne soit pas reconnue en application de l'article 22 pour la même discipline.

#### SECTION V. — Conditions particulières de reconnaissance pour les associations sportives multidisciplinaires

**Art. 25.** Le Gouvernement peut reconnaître une association sportive multidisciplinaire pour autant qu'elle:

1° interdit à ses cercles l'affiliation à une autre fédération ou association reconnue gérant, totalement ou partiellement, une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire, à l'exception de la fédération sportive handisport et de l'association sportive handisport de loisir;

2° compte au moins, au moment de l'introduction de leur demande de reconnaissance et pendant toute la durée de celle-ci, 1000 sportifs;

3° démontre que les missions poursuivies visent à atteindre l'un des objectifs suivants:

a) proposer des activités physiques pour les seniors;

b) proposer des activités physiques en entreprise;

c) proposer des activités physiques à des groupes cibles définis par le Gouvernement;

4° s'engage à communiquer annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions que le Gouvernement détermine, le nombre de leurs sportifs différenciés par âge, par sexe, ainsi que la liste des disciplines pratiquées.

*SECTION VI. — Conditions particulières de reconnaissance pour l'association sportive handisport de loisir*

**Art. 26.** Le Gouvernement peut reconnaître une association handisport de loisir pour autant qu'elle:

- 1° démontre que les missions et activités sont conformes à la définition de l'article 1, 15°;
- 2° compte au moins, au moment de l'introduction de leur demande de reconnaissance et pendant toute la durée de celle-ci, 1000 sportifs;
- 3° s'engage à communiquer annuellement à l'Administration, sous la forme et les conditions que le Gouvernement détermine, le nombre de leurs sportifs différenciés par âge et par sexe complété du type de déficience.

*SECTION VII. — Conditions de reconnaissance pour l'association du sport scolaire*

**Art. 27.** Le Gouvernement peut reconnaître une association du sport scolaire tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 16° pour autant qu'elle réponde aux conditions suivantes:

- 1° avoir pour objet la gestion, la coordination et la promotion du sport scolaire;
  - 2° accepter, en son sein, la fédération sportive scolaire de chacun des réseaux d'enseignement et lui imposer:
    - a) d'être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses;
    - b) d'avoir une activité régulière conforme à son objet;
    - c) de réclamer aux élèves affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par son assemblée générale;
    - d) de faire adopter par son assemblée générale les dispositions pour que les participants aux activités qu'elle développe soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
    - e) d'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
  - 3° être dirigée par un organe de gestion composé d'au moins 7 personnes.
- Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe.

*SECTION VIII. — Conditions de reconnaissance de l'association du sport dans l'enseignement supérieur*

**Art. 28.** Le Gouvernement peut reconnaître une association du sport dans l'enseignement supérieur pour autant qu'elle réponde aux conditions suivantes:

- 1° avoir pour objet la gestion, la coordination et la promotion du sport dans l'enseignement supérieur;
  - 2° relever de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution;
  - 3° disposer d'une complète autonomie de gestion administrative et financière;
  - 4° avoir son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles- Capitale;
  - 5° avoir une activité régulière conforme à son objet social;
  - 6° être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses;
  - 7° tenir, selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité permettant le contrôle visé au 9°;
  - 8° compter au moins, au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance, soit dans le cadre d'une structure communautaire, soit dans celui d'une structure nationale préexistante, une année d'existence et d'activité sportive régulière;
  - 9° accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
  - 10° accepter, en son sein, un seul centre sportif dans l'enseignement supérieur par institution universitaire, haute école ou établissement supérieur artistique tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 19°, et lui imposer:
    - a) d'avoir une activité régulière conforme à son objet et disposer à cette fin des infrastructures sportives nécessaires;
    - b) d'être dirigé par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres dont la majorité sont des étudiants sportifs élus par les membres du centre sportif dans l'enseignement supérieur;
    - c) de faire adopter par son assemblée générale les dispositions pour que les participants aux activités qu'il développe, soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
    - d) d'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
    - e) d'assurer la diffusion du règlement de lutte contre le dopage de l'association du sport dans l'enseignement supérieur auprès de ses étudiants affiliés;
  - 11° être dirigée par un organe de gestion composé d'au moins 7 personnes.
- Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe.

*SECTION IX. — De la procédure d'introduction des demandes de reconnaissance*

**Art. 29.** La demande de reconnaissance est introduite par la fédération ou l'association au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine.

La reconnaissance est accordée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, pour une période de huit ans qui débute le 1<sup>er</sup> janvier d'une année qui suit les Jeux olympiques et paralympiques d'été.

Lorsqu'une reconnaissance intervient dans le courant d'une période de reconnaissance, elle est accordée jusqu'au terme de cette période de reconnaissance.

La reconnaissance peut être accordée sous conditions suspensives. La décision du Gouvernement comprendra obligatoirement le délai dans lequel les conditions doivent être rencontrées par la fédération ou association.

Pour décider de la reconnaissance ou non d'une fédération ou association, et après avis du Conseil supérieur, le Gouvernement prendra complémentirement en considération:

- 1° la nature de(s) l'activité(s);

- 2° le nombre de sportifs;
- 3° les relations organiques éventuelles avec les instances sportives communautaires, nationales, internationales ou olympiques;
- 4° la répartition géographique des cercles qui la composent en vue de veiller à sa représentativité dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles- Capitale;
- 5° le respect des principes détaillés dans le Chapitre I – Section II.

**Art. 30.** Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur reconnaît chaque fédération ou association sportive dans une des catégories, telles que définies à l'article 1.

En cas d'évolution significative dans l'organisation du sport concerné, après avis du Conseil supérieur, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une fédération ou d'une association, à tout moment, revoir ce classement.

**Art. 31.** Les décisions relatives à la reconnaissance sont notifiées à la fédération ou l'association sportive concernée, endéans les six mois à dater de la mise en conformité du dossier par le demandeur.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. En cas de manquement à l'une des obligations du présent décret ou à toute autre disposition réglementaire ou réglementaire en vigueur en Communauté française les concernant, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur et après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments.

Cette décision est notifiée sans délai à la fédération ou l'association sportive concernée, sous pli recommandé à la poste.

§ 2. En cas de manquement par une fédération ou association sportive ou l'un de ses cercles à l'une des obligations visées aux articles 17, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 ou aux dispositions reprises au chapitre I Section II, le Gouvernement met, par recommandé, la fédération ou l'association en demeure de se conformer aux dites dispositions dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de ce courrier.

Si la fédération ou l'association ne donne pas suite à la sommation, indépendamment des sanctions prévues au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut, après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments, décider à son encontre la suppression ou la réduction de la faculté d'obtenir, pour l'exercice budgétaire suivant l'année où le manquement a été commis, la ou les subvention(s) visée(s) aux articles 34, 37 et 42.

Le Gouvernement détermine la procédure de suppression ou réduction de la faculté d'obtenir des subventions.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des recours introduits contre les décisions de non-reconnaissance, de classement et de révision de classement, contre l'absence de décision ainsi que contre les sanctions visées à l'article 32 du décret.

Dans ce dernier cas, le recours est suspensif. Le recours est motivé et introduit par recommandé.

§ 2. Tout recours contre une décision relative à la reconnaissance ou au classement ainsi qu'à la sanction visée à l'article 32 § 2 du décret doit être introduit endéans les trente jours suivant la notification de la décision contestée et, en cas d'absence de décision, endéans les trente jours à dater de la fin du sixième mois qui suit la date de la mise en conformité de la demande.

§ 3. Le Gouvernement arrête sa décision:

1° Dans le cas d'un recours portant sur une décision relative à la reconnaissance: après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours à dater de l'envoi du recours;

2° Dans le cas où le recours porte sur une absence de décision: après avis du Conseil supérieur, endéans les trente jours à dater de l'envoi du recours;

3° Dans le cas où celui-ci porte sur une sanction visée à l'article 32 § 2: endéans les nonante jours à dater de l'envoi du recours.

§ 4. Toute décision relative au suivi d'un recours est notifiée à la fédération ou à l'association concernée.

#### CHAPITRE IV. — *De la subvention*

##### SECTION 1<sup>re</sup>. — *De la subvention forfaitaire de fonctionnement*

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement octroie annuellement à chaque fédération et association sportive reconnue une subvention forfaitaire de fonctionnement, dans les limites des crédits budgétaires tels que définis à l'article 43.

Cette subvention est destinée à couvrir une partie des dépenses exposées par les fédérations et associations reconnues pour assurer tant leur fonctionnement de base dans l'optique de la réalisation de leur objet social que la rémunération du personnel du cadre administratif des fédérations sportives reconnues et du personnel des cadres administratif et sportif des fédérations sportives non compétitives et des associations sportives multidisciplinaires.

Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

§ 2. Le calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement des fédérations et associations sportives tient compte des éléments suivants, dans les proportions suivantes:

- a) du nombre de membres, répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 6°, du décret, pour 50%;
- b) du nombre de cercles, répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 8°, du décret, pour 25%;
- c) du nombre de sportifs sous statuts de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement, pour 10%;
- d) du nombre de cadres à vocation pédagogique ou managériale, en ce compris les arbitres, ayant suivi une formation certifiée, pour 10%.

Par cadre pédagogique, on entend le nombre les homologations intervenues après 2012, sur base des référentiels adoptés après la réforme des formations de cadres.

Pour la prise en compte du calcul, n'est comptabilisé que le niveau le plus haut homologué par le cadre.

Par cadre managérial, on entend le nombre de membres du personnel ou du Conseil d'administration de la fédération ou de l'association sportive ayant validé une formation certifiée en la matière.



Pour la prise en compte du calcul, n'est comptabilisé que le niveau le plus haut certifié par le cadre.

Par arbitre, on entend les arbitres certifiés par la fédération ou association sportive, en fonction de leur niveau d'aptitude (régional, national ou international).

Pour la prise en compte du calcul, n'est comptabilisé que le niveau le plus haut certifié par le cadre;

e) du respect des principes de bonne gouvernance en fonction d'une grille d'évaluation adoptée par le Gouvernement, pour 5%.

Pour les fédérations et associations ne gérant pas de sport de haut niveau, les 10% en principe attribué en fonction du nombre de sportifs de haut niveau sont répartis comme suit:

- 5% supplémentaire en fonction du nombre de membres;

- 5% supplémentaire en fonction du nombre de cercles.

Pour la fédération sportive handisport et l'association handisport de loisir, il est réservé 10% du montant global à la fédération sportive handisport pour la gestion administrative du sport de haut niveau. Le solde du calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement tient compte des éléments suivants, dans les proportions suivantes:

a) du nombre de membres, répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> du décret, ainsi que le nombre de sportifs référencés conformément à l'article 23, 3<sup>o</sup>, pour 55%;

b) du nombre de cercles, répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup> du décret, pour 30%;

c) du nombre de cadres à vocation pédagogique ou managériale, en ce compris les arbitres, ayant suivi une formation certifiée, pour 10%;

d) du respect des principes de bonne gouvernance en fonction d'une grille d'évaluation adoptée par le Gouvernement, pour 5%.

Pour l'association sportive dans l'enseignement supérieur et la fédération sportive scolaire le montant de la subvention est identique à celui octroyé l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement précise les modalités du calcul de la subvention, en fonction des crédits budgétaires disponibles, et fixe le cas échéant les modalités de calcul de la subvention pendant une période transitoire ne pouvant être supérieure à trois ans.

§ 3. Le montant de la subvention forfaitaire de fonctionnement est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice des prix à la consommation de base est celui en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2012.

§ 4. En cas de modification significative de l'un des paramètres visés au § 2 dans une fédération ou une association reconnue, le Gouvernement peut, à son initiative ou à la demande de la fédération ou de l'association concernée, procéder à une évaluation des facteurs susceptibles d'entraîner une évolution significative, positive ou négative, de ses dépenses de fonctionnement et adapter en conséquence la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement qui lui est octroyée.

§ 5. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction des demandes et les conditions d'octroi de la subvention forfaitaire de fonctionnement.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Une avance sur la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 34 est versée aux bénéficiaires.

Cette avance s'élève à 80 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire, l'année précédente et est répartie comme suit:

1° un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du dernier trimestre de l'année précédant l'exercice subventionné;

2° le solde de cette avance est versé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné;

3° le solde de la subvention est versé à la fin du premier semestre de l'exercice subventionné pour autant que le bénéficiaire ait justifié auprès de l'Administration l'utilisation comptable des subventions octroyées l'année précédente.

§ 2. Tout ou partie d'une subvention non justifiée sera récupérée sans délai et au plus tard au moment du versement de la prochaine avance ou subvention au bénéficiaire sur la base du présent décret ou de tout autre texte réglementaire.

§ 3. Lors de l'entrée en vigueur de la présente disposition, une avance sur la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 34 est versée aux bénéficiaires.

Cette avance s'élève à 80 % du montant de la projection du calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement et est répartie comme suit:

1° un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du dernier trimestre de l'année précédant l'exercice subventionné;

2° le solde de cette avance est versé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné;

3° le solde de la subvention est versé à la fin du premier semestre de l'exercice subventionné pour autant que le bénéficiaire ait justifié auprès de l'Administration l'utilisation comptable des subventions octroyées l'année précédente.

§ 4. En cas de nouvelle reconnaissance, une avance sur la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 34 est versée aux bénéficiaires.

Cette avance s'élève à 80 % du montant de la projection du calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement et est répartie comme suit:

1° un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné;

2° le solde de la subvention est versé à la fin du premier semestre de l'exercice subventionné.

**Art. 36.** Les fédérations et les associations reconnues doivent gérer en respectant les principes d'une gouvernance adaptée, la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement qui leur est octroyée et l'utiliser afin de remplir exclusivement leurs missions administratives, techniques et organisationnelles. Ces fonds ne peuvent servir, ni directement, ni indirectement, au financement de leurs cercles affiliés et autres structures subsidiaires.

Si le contrôle prévu à l'article 21, 11°, a) laisse apparaître un non-respect de ces dispositions ou des manquements à la législation comptable, à la loi sur les associations sans but lucratif ou aux lois sociales et fiscales, le Gouvernement peut, après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments, prononcer à son égard une des sanctions prévues à l'article 32.

Il peut, dans le cadre de cette procédure et avant de statuer, enjoindre l'assemblée générale de la fédération ou de l'association concernée, à commander, aux frais de celle-ci, un audit auprès d'un réviseur d'entreprise.

#### SECTION II. — De la subvention pour le développement du sport de haut niveau

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer, dans les limites des crédits budgétaires, aux fédérations sportives reconnues et à la fédération sportive handisport une subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme de développement du sport de haut niveau, en ce compris le personnel du cadre sportif nécessaire à sa mise en œuvre et le soutien apporté aux sportifs de haut niveau dans le cadre de leur projet de vie. Cette subvention complémentaire est réservée aux sportifs répondant aux conditions d'éligibilité des fédérations internationales pour représenter la Belgique en compétition internationale.

Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été suivants.

Pour les fédérations sportives qui gèrent une discipline d'hiver, la période d'étalement des plans-programmes est définie tenant compte des échéances liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver.

Les fédérations sportives et la fédération sportive handisport actualisent annuellement leur plan-programme. A cette fin, elles communiquent au Gouvernement, notamment, un rapport d'activités relatif à l'exercice budgétaire précédent.

Les fédérations sportives gérant une discipline figurant au programme des Jeux olympiques d'été ou d'hiver, lorsque leur plan-programme arrive à terme, communiquent au Gouvernement un rapport portant sur les quatre années de ce plan-programme. La même obligation s'impose à la fédération sportive handisport pour ce qui concerne les Jeux paralympiques.

§ 2. Pour déterminer le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement, pour chaque fédération sportive et la fédération sportive handisport, fixe:

1° les activités admissibles à la subvention;

2° la nature des dépenses réputées admissibles en ce compris les conditions d'octroi de la partie de la subvention destinée, le cas échéant, à couvrir les dépenses prévues en matière de rémunération du personnel du cadre sportif;

3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles.

Le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses réputées admissibles.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction du plan-programme dont question au § 1<sup>er</sup>. En outre, il fixe les orientations minimales que doit contenir le plan-programme.

§ 4. Dans les limites des crédits budgétaires, une avance sur la subvention complémentaire est versée aux bénéficiaires.

Cette avance s'élève à 80 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire l'année précédente et est répartie comme suit:

1° un montant maximum de 50 % peut être versé anticipativement dans le courant du dernier trimestre de l'année précédant l'exercice subventionné;

2° le solde de cette avance est versé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subventionné;

3° le solde de la subvention est versé dans le courant de l'année suivant l'exercice subventionné pour autant que le bénéficiaire ait justifié, auprès de l'Administration, l'utilisation comptable des subventions octroyées l'année précédente.

En cours d'année, une avance complémentaire peut être versée pour autant que les fédérations sportives visées aux articles 22 et 23 aient justifié l'utilisation comptable des avances versées.

#### SECTION III. — De la subvention des formations de cadres

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement délivre des brevets dans le domaine de l'encadrement, à vocation pédagogique, sécuritaire ou managériale.

§ 2. La formation des cadres sportifs à vocation pédagogique, comprend une formation spécifique à chaque discipline sportive ou groupe de disciplines sportives similaires, précédée, suivant son niveau, par une formation générale, organisée par le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. La formation de l'encadrement à vocation sécuritaire et managériale comprend une formation spécifique précédée, le cas échéant, suivant son niveau, par une formation générale.

§ 4. Le Gouvernement organise les formations générales.

Il en fixe:

1° les données administratives de l'opérateur;

2° la description des fonctions et les compétences requises;

3° la description des modalités préalables à l'organisation de la formation;

4° la description des programmes et contenus de formation;

5° la description des programmes et contenus des stages;

6° la description des modalités d'évaluation;

7° les conditions de dispenses et d'équivalences de diplômes;

8° la description des règles de délivrance des attestations de réussite.

§ 5. Afin de pouvoir constituer les contenus de formation, chaque niveau de qualification indépendant est envisagé sous l'angle notamment de diverses thématiques:

- 1° cadre institutionnel et législatif;
- 2° didactique et méthodologie;
- 3° facteurs déterminants de l'activité et de la performance;
- 4° aspects sécuritaires et préventifs;
- 5° éthique et déontologie;
- 6° management.

§ 6. Le Gouvernement peut déléguer l'organisation, de tout ou partie des formations générales à:

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation;
- 3° des fédérations sportives habilitées conformément à l'article 39, suivant les modalités qu'il détermine.

Ces institutions ou organismes sont tenus au respect des § 4 et 5.

§ 7. Le Gouvernement peut reconnaître tout ou partie des formations générales organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

Ces institutions ou organismes sont tenus au respect des §§ 4 et 5.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne les organisations telles que définies à l'article 38, § 6, habilitées à organiser les formations à vocation pédagogique qui leur sont spécifiques.

Après consultation de la fédération sportive désignée, il fixe pour chaque type et chaque niveau de formation un référentiel de formation portant sur:

- 1° les données administratives de l'opérateur délégataire;
- 2° la description des fonctions et les compétences requises;
- 3° la description des modalités préalables à l'organisation de la formation;
- 4° la description des programmes et contenus de formation;
- 5° la description des programmes et contenus des stages;
- 6° la description des modalités d'évaluation;
- 7° les conditions de dispenses et d'équivalences de diplômes;
- 8° la description des règles de délivrance et de certification des brevets.

§ 2. Moyennant l'accord du Gouvernement, les fédérations sportives désignées peuvent déléguer l'organisation de tout ou partie des formations spécifiques à:

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés spécialisés dans la discipline concernée.

Ces institutions ou organismes sont tenus au respect du § 1.

§ 3. Le Gouvernement, après consultation des fédérations sportives désignées concernées, peut reconnaître tout ou partie des formations spécifiques organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

Ces institutions ou organismes sont tenus au respect du § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les fédérations sportives désignées soumettent au Gouvernement l'homologation des brevets sanctionnant des formations spécifiques.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'organiser les formations à vocation sécuritaire ou managériale, le Gouvernement désigne:

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation

Ces formations s'adressent notamment:

- a) aux dirigeants sportifs;
- b) aux fonctionnaires en charge du sport;
- c) aux gestionnaires d'infrastructures sportives;
- d) aux agents du sport;
- e) aux personnes-relais ou structures chargées des questions éthiques;
- f) aux personnes en charges de la surveillance, de la prévention et de la sécurité dans le sport.

§ 2. A cet effet, il fixe, le cas échéant en concertation avec des organismes reconnus pour leurs compétences particulières dans le domaine, pour chaque type et chaque niveau de formation particulière, un référentiel de formation portant sur:

- 1° les données administratives de l'opérateur délégataire;
- 2° la description des fonctions et les compétences requises;
- 3° la description des modalités préalables à l'organisation de la formation;
- 4° la description des programmes et contenus de formation;
- 5° la description des programmes et contenus des stages;
- 6° la description des modalités d'évaluation;
- 7° les conditions de dispenses et d'équivalences de diplômes;
- 8° la description des règles de délivrance et de certification des brevets.

§ 3. Afin de pouvoir constituer les modules de formation, chaque niveau de qualification indépendant est envisagé sous l'angle de diverses thématiques:

- 1° cadre institutionnel et législatif;
- 2° didactique et méthodologie;
- 3° facteurs déterminants de l'activité;
- 4° aspects sécuritaires et préventifs;
- 5° éthique et déontologie;
- 6° management en ce compris la participation équilibrée des hommes et des femmes aux fonctions dirigeantes.

§ 4. Le Gouvernement peut reconnaître tout ou partie des formations reprises au § 1<sup>er</sup> organisées par des organismes ou des institutions réputés dans le domaine en cause.

Ces institutions ou organismes sont tenus au respect des §§ 2 et 3.

**Art. 41.** En vue de structurer la consultation, il est constitué par discipline sportive ou famille de disciplines, une commission pédagogique.

Cette commission, dont la composition et les compétences sont fixées par le Gouvernement, exerce une compétence d'avis auprès de l'Administration pour les questions relatives à la formation de cadres.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer aux fédérations sportives et à la fédération sportive handisport une subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme formation de cadres.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction du plan-programme dont question au § 1<sup>er</sup>.

En outre, il fixe les orientations minimales que doit contenir le plan-programme formation de cadres en ce compris le personnel du cadre sportif nécessaire à sa mise en œuvre.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été suivants.

Pour les fédérations sportives qui gèrent une discipline d'hiver, la période d'étalement des plans-programmes est définie tenant compte des échéances liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver.

Les fédérations sportives et la fédération handisport actualisent annuellement leur plan-programme.

A cette fin, elles communiquent au Gouvernement, notamment, un rapport d'activités relatif à l'exercice budgétaire précédent.

Les fédérations sportives gérant une discipline figurant au programme des Jeux olympiques d'été ou d'hiver, lorsque leur plan-programme arrive à terme, communiquent au Gouvernement un rapport portant sur les quatre années de ce plan-programme.

La même obligation s'impose à la fédération handisport pour ce qui concerne les Jeux paralympiques.

§ 3. La subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme de formation de cadres peut couvrir notamment:

- 1° la conceptualisation de référentiels de formation de chaque niveau de formation;
- 2° l'organisation de formation initiative de chaque niveau de formation reconnue;
- 3° l'organisation de formation continuée.

§ 4. Pour déterminer le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement, pour chaque fédération sportive et la fédération sportive handisport, fixe:

- 1° les activités admissibles à la subvention;
- 2° la nature des dépenses réputées admissibles en ce compris les conditions d'octroi de la partie de la subvention destinée, le cas échéant, à couvrir les dépenses prévues en matière de rémunération du personnel du cadre sportif;
- 3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles.

Le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses réputées admissibles.

§ 5. Une avance sur la subvention complémentaire de formation est versée au bénéficiaire.

Un montant de maximum 50% de la subvention pro méritée peut être versé à la fin du premier trimestre.

Le solde de la subvention est versé dans le courant de l'année suivant l'exercice subvention pour autant que le bénéficiaire ait justifié auprès de l'Administration l'utilisation comptable de la subvention versée l'année précédente.

#### SECTION IV. — De l'inscription budgétaire

**Art. 43.** A partir de l'année budgétaire 2020, il est créé, au sein de la division organique « Sport » du budget de la Communauté française, 7 articles de base intitulés comme suit:

- 1° subventionnement forfaitaire du fonctionnement des fédérations sportives reconnues;
- 2° subventionnement des plans-programmes des fédérations sportives reconnues et de la fédération handisport;
- 3° subventionnement forfaitaire de fonctionnement de la fédération sportive handisport et l'association sportive handisport de loisir;
- 4° subventionnement forfaitaire du fonctionnement des fédérations sportives non compétitives reconnues;
- 5° subventionnement forfaitaire du fonctionnement des associations sportives reconnues à l'exception de celles visées au 6° du présent article;
- 6° subventionnement forfaitaire du fonctionnement d'une association du sport scolaire et d'une association du sport dans l'enseignement supérieur reconnues;
- 7° subventionnement des formations de cadre.

CHAPITRE V. — *De l'évaluation du décret*

**Art. 44.** Tous les quatre ans, le présent décret fait l'objet d'une évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation, en ce compris l'avis du Conseil supérieur et transmet les conclusions au Parlement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 45.** Les décisions de reconnaissance octroyées aux fédérations et associations sportives sur base du décret du 8 décembre 2006 sont maintenues jusqu'au 31 décembre 2024.

**Art. 46.** Le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française est abrogé.

Les décrets et dispositions suivantes sont adaptés en conséquence:

- les articles 1<sup>er</sup> et 3 du décret du 30 mars 2007 'organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones';
- l'article 76 du décret du 23 janvier 2009;
- les articles 1<sup>er</sup> et 8 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage;
- l'article 151 du décret du 7 novembre 2013;
- l'article 1<sup>er</sup> du décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité d'éthique sportive;
- les articles 1<sup>er</sup>, 11, 12 et 24 du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport.

**Art. 47.** L'article 9 du décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones est remplacé par ce qui suit:

« Art. 9. L'association a l'obligation de faire mention de sa reconnaissance et du soutien de la Communauté française dans ses documents officiels et ses différents supports promotionnels. ».

**Art. 48.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française  
de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—————  
Note

*Session 2018-2019*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 827-1 – Amendements en commission, n° 827-2 – Rapport de commission, n° 827-3, – Texte adopté par la commission, n° 827-4. – Amendement(s) en séance, n° 827-5 – Texte adopté en séance plénière, n° 827-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14854]

**3 MEI 2019. — Decreet betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

AFDELING I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "Regering": De Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Hoge Raad": Hoge Sportraad, ingesteld door het decreet van 20 november tot instelling van de Hoge Sportraad;

3° “Sport”: individuele of collectieve lichaamsbeweging voor wedstrijd- of vrijetijdsbesteding die een cardiovasculaire of spiertraining vereist of heeft, waarvoor een aantal door een autoriteit vastgestelde regels gelden en waarvoor een motorische vaardigheid bepalend is voor het verkregen resultaat;

4° “Georganiseerde sportbeweging”: het geheel van sportfederaties, niet-competitieve sportfederaties, sportfederaties voor gehandicapten, multidisciplinaire sportverenigingen, vrijetijdssportverenigingen sportverenigingen voor gehandicapten, sportverenigingen in het hoger onderwijs en sportverenigingen op school, zoals hieronder gedefinieerd, en hun clubs;

5° “Sportbeoefenaar”: een natuurlijke persoon die is aangesloten bij een club, die regelmatig aan een sportactiviteit deelneemt;

6° “Lid”: een natuurlijke persoon die via een club is aangesloten bij een federatie of vereniging;

7° “Scheidsrechter”: natuurlijke persoon die is aangesloten bij een sportfederatie of -vereniging, die verantwoordelijk is voor de leiding van het verloop van een sportevenement, de naleving van de door de sportfederatie vastgestelde regels en de validatie van het sportresultaat;

8° “Club”: een groepering van leden die is aangesloten bij een sportfederatie of -vereniging waarvan de meerderheid van de leden aan de definitie van sportbeoefenaar voldoet, met uitzondering van de leden van de sportfederatie voor gehandicapten en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten;

9° “Administratief kader”: een persoon die in een leidinggevende, bestuurs- of secretariaatsfunctie wordt tewerkgesteld;

10° “Sportief kader”: personen die werkzaam zijn in pedagogische, technische of organiserende sportieve functies;

11° “Sportfederatie: elke vereniging van clubs die tot doel heeft een sport of aanverwante sportdisciplines te organiseren en die als zodanig een sportaanbod wil bieden dat geschikt is voor zowel vrijetijds- als wedstrijdactiviteiten op alle niveaus, alsmede voor elke leeftijdsgroep en elk type beoefenaar van een vrijetijds- en competitiesport, en op die manier bij te dragen tot het fysieke, psychische en sociale welzijn van haar leden;

12° “Sportfederatie voor gehandicapten”: elke vereniging van clubs die tot doel heeft sportdisciplines te organiseren en te coördineren voor mensen met een lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke handicap die passende lichamelijke activiteiten moeten verrichten en die als zodanig een passend sportaanbod voor vrijetijd en wedstrijdactiviteiten op alle niveaus en voor elke leeftijdsgroep en elk type beoefenaar van de sport wil bieden, en aldus wil bijdragen tot het fysieke, psychische en sociale het welzijn van haar leden.

In de zin van dit decreet wordt onder lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke handicap verstaan de minimaal classificeerbare handicap, zoals vastgesteld door het Internationaal Paralympisch Comité;

13° “Niet-competitieve sportfederatie”: elke vereniging van clubs die tot doel heeft een sport (of aanverwante sportdisciplines) te organiseren waarvoor geen georganiseerde wedstrijdpraktijk bestaat en die als zodanig voor elke leeftijdsgroep en elk type beoefenaar een passend sportaanbod wil bieden en door middel van haar activiteiten een bijdrage wil leveren aan het fysieke, psychische en sociale welzijn van haar leden;

14° “Multidisciplinaire sportvereniging”: elke vereniging van clubs die tot doel heeft multidisciplinaire sportactiviteiten te organiseren en/of te coördineren, buiten de sportbeoefening op hoog niveau, en die als zodanig haar leden een passend en gevarieerd sportaanbod wil bieden en door middel van haar activiteiten een bijdrage wil leveren aan het fysieke, psychische en sociale welzijn van haar leden;

15° “Vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten”: elke vereniging van clubs die tot doel heeft sportdisciplines te organiseren en te coördineren voor personen met een lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke handicap die de ontwikkeling van aangepaste en gediversifieerde sportactiviteiten vereisen, met uitzondering van wedstrijden die worden georganiseerd op basis van de minimaal in te delen handicap, zoals bepaald door het Internationaal Paralympisch Comité;

16° “Schoolsport”: alle sportactiviteiten die buiten de cursusprogramma’s om door schoolsportfederaties voor leerlingen in het basis- en secundair onderwijs worden georganiseerd en die tot doel hebben:

a) bij te dragen tot hun fysieke, psychische en sociale ontwikkeling;

b) hun belangstelling te wekken voor sportactiviteiten in de buitenschoolse verenigingssector;

17° “Schoolsportfederatie”: een vereniging die bestaat in elk van de onderwijsnetwerken en die sportactiviteiten voor leerlingen in het basis- en secundair onderwijs organiseert, buiten de leerplannen om en die het mogelijk maakt om de in 16° vermelde doelstellingen te bereiken;

18° “Sport in het hoger onderwijs”: alle sportactiviteiten die buiten de cursussen om worden georganiseerd voor studenten die zijn ingeschreven in een instelling als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13 van het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, met het oog op:

a) bij te dragen tot hun fysieke, psychische en sociale ontwikkeling;

b) hun belangstelling voor regelmatige sportactiviteiten te wekken;

19° “Sportcentrum in het hoger onderwijs”: een sportcentrum dat wordt georganiseerd door een instelling als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en dat tot doel heeft:

a) bij te dragen tot hun fysieke, psychische en sociale ontwikkeling;

b) hun belangstelling te wekken voor sportactiviteiten in de buitenschoolse verenigingssector;

20° “Sportvereniging in het hoger onderwijs”: vereniging die tot doel heeft de sportactiviteiten van de sportcentra in het hoger onderwijs te coördineren en te bevorderen;

21° “AED”: automatische externe defibrillator van categorie 1, zoals bepaald in artikel 1, 2°, van het Koninklijk besluit van 21 april 2007 houdende veiligheids- en andere voorwaarden inzake een automatische externe defibrillator gebruikt in het kader van een reanimatie;

22° “Sportinfrastructuur”: elke onroerende faciliteit die bestemd is voor sportief gebruik;

23° “Levensproject”: elke maatregel of actie die topsporters in staat stelt hun sportpraktijk te combineren met studie, opleiding, stage of werk, met als doel bij te dragen aan hun ontwikkeling en de overgang na de sportloopbaan te vergemakkelijken.

*AFDELING II.* — De algemene rechten en plichten van federaties en verenigingen, alsook van hun clubs en het behoud van de integriteit van de sport

**Art. 2.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in voor een ethisch verantwoorde sport en is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de code voor sportethiek.

**Art. 3.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in voor het respecteren van de basisprincipes van goed bestuur. Het beleid van de georganiseerde sportbeweging is gestructureerd rond 4 thema's:

1° integriteit;

2° autonomie en responsabilisering;

3° transparantie;

4° democratie, participatie en integratie, met inbegrip van de gelijkheid van vrouwen en mannen in de sport.

De Regering bepaalt de normen en modaliteiten voor de evaluatie van het beleid van de georganiseerde sportbeweging.

**Art. 4.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in om er alles aan te doen om de manipulatie van sportcompetities effectief te bestrijden.

Zij verbindt zich er ook ten volle samen te werken met het nationale platform om de manipulatie van sportcompetities te bestrijden.

**Art. 5.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in voor een duurzame en milieuvriendelijke sportpraktijk.

De Regering kan een minimumkader van milieubehoudeisen vaststellen.

**Art. 6.** Clubs moeten hun leden een voldoende grote omkadering garanderen van mensen die opgeleid zijn in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde bepalingen.

Na overleg met de betrokken federaties en sportverenigingen stelt de Regering minimumnormen vast voor het toezicht, zowel kwalitatief als kwantitatief, op de door haar vastgestelde disciplines.

Erkende federaties en verenigingen zorgen ervoor dat de clubs worden aangemoedigd om zichzelf te voorzien van kwaliteitstoezicht, met name door clubs te promoten die aan verschillende kwaliteitscriteria voldoen.

Erkende federaties en verenigingen dragen er zorg voor dat zij hun aangesloten clubs op de hoogte stellen van de opleidingen die zij op grond van artikel 3 van hoofdstuk 4 van dit decreet organiseren.

**Art. 7.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in voor dopingvrije sport en is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping.

**Art. 8.** De georganiseerde sportbeweging zet zich in voor een praktijk die de fysieke, psychische en morele integriteit van haar leden respecteert. Zij is voorstander van een praktijk die bedoeld is om die praktijk gedurende het hele leven van haar leden te bevorderen.

Ze is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied.

**Art. 9.** De georganiseerde sportbeweging is verplicht om, in voorkomend geval, de erkenning en ondersteuning van de Franse Gemeenschap te vermelden, in de vorm die de Regering bepaalt in haar officiële documenten en haar verschillende promotiemateriaal, ook tijdens de door haar georganiseerde evenementen.

## HOOFDSTUK II. — De algemene rechten en plichten van de clubs en hun leden

### AFDELING I. — Strijd tegen doping

**Art. 10.** De clubs nemen in hun statuten of reglementen de bepalingen op die voortvloeien uit de uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping.

**Art. 11.** Elke club informeert zijn leden en, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers over de wettelijke of reglementaire bepalingen van de federatie of sportvereniging met betrekking tot de specifieke antidopingregels.

De clubs verspreiden onder elk van hun leden de voorlichtings-, informatie- en preventiecampagnes van de Regering met betrekking tot de strijd tegen doping en de preventie ervan, zoals bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, die door de Regering zijn opgesteld.

### AFDELING II. — Veiligheid

**Art. 12.** § 1. De clubs nemen maatregelen om de veiligheid van hun leden, begeleiders, toeschouwers of andere deelnemers tijdens de door hen georganiseerde activiteiten te waarborgen.

Deze maatregelen hebben zowel betrekking op de gebruikte uitrusting als op de materiële en sportieve omstandigheden van de organisatie.

§ 2. De sportfaciliteiten zijn uitgerust met een AED.

De kast waarin de AED is ingebouwd moet ergens worden geplaatst waar het toestel te allen tijde zichtbaar en toegankelijk is voor zoveel mogelijk potentiële gebruikers.

§ 3. Clubs zorgen ervoor dat er een AED aanwezig is in de sportfaciliteiten die ze gebruiken.

De clubs zorgen voor regelmatige informatie en opleiding over het gebruik van de AED en voor de deelname van de leden van de club en/of hun organisatie aan deze opleiding, onder door de Regering vastgestelde voorwaarden.

### AFDELING III. — Rechten en plichten van de clubs en de sportbeoefenaars

**Art. 13.** De club zorgt ervoor dat zij de juridische structuur aanneemt die past bij haar werking en de bescherming van de belangen van haar leden.

**Art. 14.** De clubs stellen hun leden en, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers in kennis van de wettelijke of reglementaire bepalingen van de federatie of vereniging met betrekking tot de Ethische sportcode en de in de artikelen 21, 12° en 15° bedoelde tuchtcode.

**Art. 15.** De clubs houden een kopie van de statuten, reglementen en verzekeringscontracten van de federatie of vereniging waarbij zij zijn aangesloten ter beschikking van hun leden en, in voorkomend geval, van hun wettelijke vertegenwoordigers.

De verenigingen dragen er tevens zorg voor dat de informatie met betrekking tot de opleidingen, bedoeld in artikel 3 van hoofdstuk 4 van dit decreet, wordt verspreid.

#### AFDELING IV. — Transfers

**Art. 16.** Ieder lid heeft het recht zijn lidmaatschap van een club elk jaar te beëindigen na afloop van de in de statuten van de federatie of vereniging vastgestelde transferperiode, onverminderd de naleving van een bij wet vastgestelde dwingende termijn, met name wegens een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd waarvan de afloop niet samenvalt met de datum waarop de lidmaatschapsovereenkomst kan worden beëindigd.

De transferperiode mag niet korter zijn dan 30 kalenderdagen.

**Art. 17. § 1.** De transfer van een sportbeoefenaar van de ene club naar de andere moet vrij zijn van enige transferbonus, van welke aard dan ook.

§ 2. De leidende beginselen voor de vaststelling van het bedrag van de opleidingsvergoeding moeten in de statuten van de betrokken federatie of vereniging worden vastgelegd.

Bij de transfer van de ene club naar de andere is een opleidingsvergoeding voor sportbeoefenaars in leeftijdscategorieën verboden.

De opleidingsvergoeding kan alleen de transfer van atleten op senior niveau dekken, met uitzondering van reserveteams, rekening houdend met de kwalificatieregels die de federatie in haar statuten en reglementen heeft vastgelegd.

In dit geval is de vergoeding verschuldigd aan de club of clubs die hebben bijgedragen aan de opleiding, binnen de door de federatie vastgestelde termijn. De reglementen van de federatie moeten ten minste voorzien in

- a) de termijn van de opleidingsperiode waarin de vergoeding verschuldigd is (opleidingsperiode);
- b) de inachtneming van de jaren in een door de sportfederatie georganiseerd of erkend opleidingscentrum;
- c) de beroepsmogelijkheden in geval van een geschil;
- d) gevallen van vrijstelling (betaling van opleidingsvergoeding);
- e) de maximumleeftijd waarop de vergoeding kan worden toegekend.

Bij het bedrag van de opleidingsvergoeding kan met name rekening worden gehouden met de volgende elementen in verband met de opleiding van de sportbeoefenaar: competitieniveau, integratie in een door de betrokken federatie of sportvereniging georganiseerd of erkend opleidingscentrum, type transfer (naar boven, naar beneden), het label van de club.

Het reglement moet erin voorzien dat de opleidingsvergoeding slechts eenmaal kan worden aangevraagd voor dezelfde opleiding of indien dit geldt voor elke transfer.

In geen geval kan het van de sportbeoefenaar of zijn wettelijke vertegenwoordiger worden geëist. Dit is verschuldigd door de club waar de sporter naartoe wordt getransfereerd.

Het bedrag moet worden teruggestort aan de opleidingsclub en worden toegewezen aan het opleidingsbudget.

De federatie moet in haar statuten bepalen of zij een deel van het bedrag dat zij ontvangt voor de opleidingsvergoedingen zal aftrekken. Dit bedrag moet worden gebruikt voor opleidingsdoelinden en mag niet meer dan 20% van het totale bedrag bedragen.

§ 3. Een eventueel geschil over de opleidingsvergoeding verhindert niet dat de sportbeoefenaar wordt getransfereerd zoals hij of zij dat wenst.

#### AFDELING V. — Erkenning als topsporter, topscheidsrechter, beloftevolle sportbeoefenaars, jong talent, topsporter in transitie of trainingspartner

**Art. 18.** De Regering bepaalt, na raadpleging van de Hoge Raad, de sportdisciplines en binnen deze disciplines, de leeftijdsgroepen waarvoor erkenning kan worden verleend aan topsporters, topscheidsrechters, sportbeloften, jonge talenten, topsporters in transitie of trainingspartners.

**Art. 19. § 1.** De sportfederaties en de gehandicapten sportfederatie, op voorwaarde dat zij een sportdiscipline beheren waarvan de lijst door de Regering wordt opgesteld overeenkomstig artikel 18, hebben het recht om de dossiers van de atleten of scheidsrechters die hun de nodige vaardigheden lijken te bezitten om erkenning als topsporter, topscheidsrechters, sportbeloften, jong talent, topsporters in transitie of trainingspartners te verkrijgen, aan de administratie voor te leggen.

Kunnen erkend worden als:

1° topsporters of sportbeloften op hoog niveau:

a) binnen teamsporten: sportbeoefenaars die in hun leeftijdscategorie zijn geselecteerd voor de Olympische of Paralympische Spelen of in het kader van wedstrijden van Europees, wereldwijd of soortgelijk niveau;

b) binnen individuele sporten:

1) sportbeoefenaars die geselecteerd zijn voor de Olympische of Paralympische spelen;

2) sportbeoefenaars met prestatieniveaus die goede vooruitzichten bieden voor succesvolle resultaten op Europees of wereldniveau of soortgelijke competities in hun leeftijdsklasse;

2° topscheidsrechters: scheidsrechters die worden opgeroepen om te fungeren op Olympische of Paralympische Spelen, Europese, Wereld- en Universiade-kampioenschappen of soortgelijke wedstrijden;

3° jonge talenten: sportbeoefenaars wier prestatieniveau of oefenniveau, alle parameters die het mogelijk maken hun potentieel en hun vermogen tot vooruitgang te beoordelen, de federatie in staat stellen te geloven dat zij het niveau van topsporter kunnen bereiken die zij wensen te bereiken;

4° topsporters in transitie: sportbeoefenaars die minstens 4 jaar de status van topsporter hebben gehad en die een postcarrière-transitieproject presenteren dat volgt op het levensproject dat zij in de loop van hun sportcarrière hebben geïnitieerd en/of ontwikkeld, in samenspraak met het levensproject dat door de betrokken federatie wordt voorgelegd;



5° Trainingspartners: sportbeoefenaars waarvan het niveau weliswaar lager is dan dat van een topsporter of erkende sportbelofte, maar die toch een rol kunnen spelen als partner of tegenstander, zowel om de voorbereiding van topsporters of sportbeloften optimaal voor te bereiden als om hun eigen potentieel te ontwikkelen.

§ 2. Leerlingen van het leerplichtonderwijs of studenten in het hoger onderwijs die als topsporters, beloftevolle sportbeloften, jonge talenten, topsporters, topsporters in transitie of trainingspartners worden erkend, kunnen in aanmerking komen voor maatregelen die hen in staat stellen onderwijs- of studievoorzieningen te treffen met het oog op een optimaal beheer van hun tweeledige loopbaan, in overeenstemming met artikel 58, § 7 van het Koninklijk Besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en artikel 151 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de artikelen 9, § 3, 2°, 10/1 van het decreet betreffende de organisatie van het onderwijs van de eerste graad van het secundair onderwijs van 30 juni 2006.

Personeel van inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en internaten die van deze instellingen afhankelijk zijn, en in psycho-medisch-sociale centra, die erkende topsporters zijn, of sportbeloften, topsporters in transitie of trainingspartners kunnen verlof voor sportactiviteiten worden verleend overeenkomstig de artikelen 75 tot en met 82 van het decreet van 23 januari 2009 houdende bepalingen betreffende het verlof voor sportactiviteiten en diverse dringende maatregelen inzake het onderwijs.

**Art. 20.** § 1. Na goedkeuring van een door de sportfederatie of de gehandicapten sportfederatie voorgesteld technisch referentiekader, met inbegrip van met name de specifieke selectiecriteria voor de verschillende statuten en leeftijdsgroepen, stelt de Regering ten minste eenmaal per jaar op basis van de voorstellen van de federaties de lijst van erkende atleten als omschreven in artikel 19 vast.

De duur van de erkenning is in principe één jaar, maar kan twee jaar bedragen in het geval van een sportbeoefenaar die een schoolcyclus in de derde graad volgt, of een academische cyclus in het kader van een spreiding. Het is beperkt tot twee jaar, niet-hernieuwbaar, voor het statuut van topsporter in transitie.

De Regering stelt de minimuminhoud van het technisch referentiekader vast.

§ 2. De erkenning kan door de Regering worden ingetrokken:

1° in geval van schorsing door de betrokken sportfederatie of de betrokken gehandicapten sportfederatie;

2° in geval van een sanctie opgelegd krachtens het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de code voor sportethiek.

§ 3. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en het onderzoek van de erkenningsaanvragen en de procedure voor het onderzoek van de intrekking van de erkenning.

**HOOFDSTUK III. — Erkennung van sportfederaties, niet-competitieve sportfederaties, de gehandicapten sportfederatie, multidisciplinaire sportverenigingen en een vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten**

#### *AFDELING I. — Algemene voorwaarden*

**Art. 21.** De Regering kan een sportfederatie, een niet-competitieve sportfederatie, een sportfederatie voor gehandicapten, een multidisciplinaire sportvereniging en een vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten erkennen, op voorwaarde dat zij:

1° onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet;

2° volledige administratieve en financiële autonomie heeft;

3° haar maatschappelijke zetel vestigt in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° een regelmatige activiteit heeft in overeenstemming met het maatschappelijk doel;

5° is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen;

6° wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit ten minste zeven door de algemene vergadering van de federatie of vereniging gekozen bestuurders.

Niet meer dan 80% van de leden van de Raad van Bestuur mag van hetzelfde geslacht zijn.

De Regering kan bepaalde federaties of verenigingen vrijstellen van de toepassing van deze bepaling indien zij zich in een bijzondere situatie bevinden die dit onmogelijk of problematisch maakt en die naar behoren wordt gemotiveerd.

7° eist dat haar clubs, in overeenstemming met hun interne statuten, worden bestuurd door een comité dat door hun rechtmatig aangesloten leden wordt gekozen of hun wettelijke vertegenwoordigers;

8° een boekhouding voert volgens het door de Regering vastgestelde model, die het mogelijk maakt de in 11°, a) bedoelde controle te verrichten;

9° clubs verenigt waarvan de activiteiten overeenstemmen met zijn maatschappelijk doel in ten minste drie van de volgende geografische gebieden: de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad;

10° ten minste drie jaar bestaat en regelmatige sportactiviteiten binnen een communautaire structuur of een jaar binnen een bestaande nationale structuur heeft op het moment dat de aanvraag om erkenning wordt ingediend;

11° zich ertoe verbindt:

a) de inspectie van zijn activiteiten en de controle van al zijn boekhoudkundige en administratieve documenten door ambtenaren die daartoe door de Regering zijn gemachtigd, te aanvaarden;

b) jaarlijks aan de Administratie mee te delen, in de vorm en onder de voorwaarden die zij bepaalt:

1) de lijst van de bij haar aangesloten clubs;

2) de arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden van hun administratieve en sportieve kaderleden;

c) de administratie in kennis te stellen van haar statuten en voorschriften en alle latere wijzigingen daarvan;

12° in zijn statuten of reglementen een tuchtcode opneemt die de volgende situatie verduidelijkt:

a) de wederzijdse rechten en plichten van de leden, de clubs en de federatie of vereniging;

b) mogelijke overtredingen;

- c) de desbetreffende tuchtmaatregelen;
- d) de toepasselijke procedures en het toepassingsgebied daarvan;
- e) de procedures voor het informeren en uitvoeren van de rechten van de verdediging voordat een sanctie wordt opgelegd;
- f) de voorwaarden voor beroep;

13° bij de activiteiten waarvoor zij de organiserende autoriteit is, de overeenkomstig punt 6 vastgestelde minimumnormen in acht nemen;

14° door haar algemene vergadering de bepalingen te laten vaststellen die ervoor zorgen dat haar leden verzekerd zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding van lichamelijke letsels;

15° het in de Franse Gemeenschap geldende Handvest voor sportethiek, zoals vastgelegd in het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de code voor sportethiek, in haar huishoudelijk reglement op te nemen;

16° zich ertoe verbindt:

a) een structuur op te zetten die belast is met kwesties in verband met tolerantie, respect, ethiek en sportiviteit en een contactpersoon aan te wijzen;

b) een ondersteunende structuur voor sportbeoefenaars op te zetten voor aspecten die verband houden met hun levensproject en een contactpersoon aan te wijzen;

17° ervoor te zorgen dat de nationale structuur waarvan zij eventueel deel uitmaakt, wordt georganiseerd in de vorm van besluitvormings- en beheersorganen van een gelijk aantal verkozenen van communautaire federaties of verenigingen.

#### AFDELING II. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor sportfederaties

**Art. 22.** De Regering kan een sportfederatie erkennen zolang deze:

1° haar clubs verbiedt lid te worden van een andere erkende federatie of vereniging die geheel of gedeeltelijk dezelfde of een soortgelijke sportdiscipline beheert, met uitzondering van de gehandicapten sportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten;

2° ten minste 250 sportbeoefenaars telt op het moment van de indiening van hun erkenningsaanvraag en gedurende de gehele duur ervan;

3° zich ertoe verbindt om jaarlijks, in de vorm en onder de voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld, aan de administratie mee te delen hoeveel sportbeoefenaars er zijn, gedifferentieerd naar leeftijd en geslacht.

De Regering kan slechts één sportfederatie per sportdiscipline of groep van vergelijkbare sportdisciplines erkennen.

#### AFDELING III. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor een gehandicapten sportfederatie

**Art. 23.** De Regering kan een sportfederatie voor gehandicapten erkennen, mits deze:

1° aantoont dat de opdrachten en activiteiten voldoen aan de definitie in artikel 1, 12°;

2° de volgende taken vervult:

a) het contactpunt zijn voor alle relevante actoren met een handicap in de Franse Gemeenschap en hen door middel van uitgebreide samenwerking te ondersteunen;

b) technische en sportieve ondersteuning bieden aan sportfederaties en -verenigingen die een geïntegreerde sportactiviteit met een handicap in hun midden willen ontwikkelen;

c) fungeren als een balie om het gehandicaptenlandschap te promoten;

d) een expertisecentrum zijn op het gebied van onderwerpen die relevant zijn voor de gehandicaptenproblematiek;

e) het bewustmaken van het grote publiek van gehandicaptensport;

f) sportbeoefenaars met een handicap oriënteren en activeren door middel van transversale samenwerking en netwerken met de maatschappij;

3° zich ertoe verbindt jaarlijks, in de vorm en onder de voorwaarden bepaald door de Regering, het aantal sportbeoefenaars dat bij haar en in de sportfederaties is aangesloten, gedifferentieerd naar leeftijd, geslacht en het soort handicap.

#### AFDELING IV. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor niet-competitieve sportfederaties

**Art. 24. § 1.** De Regering kan een niet-competitieve sportfederatie erkennen zolang deze:

1° haar clubs verbiedt lid te worden van een andere erkende federatie of vereniging die geheel of gedeeltelijk dezelfde of een soortgelijke sportdiscipline beheert, met uitzondering van de gehandicapten sportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten;

2° ten minste 1000 atleten telt op het moment van de indiening van hun erkenningsaanvraag en gedurende de gehele duur ervan;

3° zich ertoe verbindt om jaarlijks aan de administratie mee te delen, in de vorm en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, het aantal van hun atleten, gedifferentieerd naar leeftijd en geslacht.

§ 2. De Regering kan slechts één niet-competitieve sportfederatie per sportdiscipline of groep van soortgelijke sportdisciplines erkennen, op voorwaarde dat een sportfederatie niet overeenkomstig artikel 22 voor dezelfde discipline wordt erkend.

#### AFDELING V. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor multidisciplinaire sportverenigingen

**Art. 25.** De Regering kan een multidisciplinaire sportvereniging erkennen zolang deze:

1° haar clubs verbiedt lid te worden van een andere erkende federatie of vereniging die geheel of gedeeltelijk dezelfde of een soortgelijke sportdiscipline beheert, met uitzondering van de gehandicapten sportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten;

2° ten minste 1000 sportbeoefenaars telt op het moment van de indiening van hun erkenningsaanvraag en gedurende de gehele duur ervan;

3° aantoon dat de nagestreefde taken bedoeld zijn om een van de volgende doelstellingen te bereiken:

- a) het bieden van fysieke activiteiten voor senioren;
- b) fysieke activiteiten in bedrijven aan te bieden;
- c) fysieke activiteiten aan te bieden aan door de Regering gedefinieerde doelgroepen;

4° zich ertoe verbindt jaarlijks aan de administratie mee te delen, in de vorm en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, het aantal van hun sportbeoefenaars, gedifferentieerd naar leeftijd en geslacht, alsmede de lijst van de uitgeoefende disciplines.

#### *AFDELING VI. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden voor de vrijetijdssportverenigingen voor gehandicapten*

**Art. 26.** De Regering mag een vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten erkennen zolang deze:

1° aantoon dat de opdrachten en activiteiten voldoen aan de definitie in artikel 1, 15°;

2° ten minste 1000 atleten telt op het moment van de indiening van hun erkenningsaanvraag en gedurende de gehele duur ervan;

3° zich ertoe verbindt jaarlijks, in de door de Regering vastgestelde vorm en onder de door haar vastgestelde voorwaarden, aan de administratie mee te delen hoeveel sportbeoefenaars zij hebben, gedifferentieerd naar leeftijd en geslacht, aangevuld met de aard van hun beperking.

#### *AFDELING VII. — Erkenningsvoorwaarden voor een schoolsportvereniging*

**Art. 27.** De Regering kan een schoolsportvereniging als bedoeld in artikel 1, 16°, erkennen, zolang zij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° tot doel hebben de schoolsport te beheren, te coördineren en te bevorderen;

2° onder haar leden de schoolsportfederatie van elk van de onderwijsnetwerken te aanvaarden en te verplichten:

a) opgericht te worden als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen;

b) een regelmatige activiteit uit te oefenen die in overeenstemming is met haar doel;

c) van de aangesloten leerlingen een bijdrage te vragen waarvan het minimumbedrag door de algemene vergadering wordt vastgesteld;

d) haar algemene vergadering bepalingen te laten vaststellen om ervoor te zorgen dat de deelnemers aan de activiteiten die zij ontwikkelt, verzekerd zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding van persoonlijk letsel;

e) de inspectie van haar activiteiten door ambtenaren die daartoe door de Regering zijn gemachtigd, te aanvaarden;

3° beheerd worden door een bestuursorgaan dat bestaat uit ten minste zeven personen.

Binnen het bestuursorgaan mag het aantal bestuurders van hetzelfde geslacht niet meer dan 80% bedragen.

#### *AFDELING VIII. — Erkenningsvoorwaarden voor de sportvereniging in het hoger onderwijs*

**Art. 28.** De Regering kan een sportvereniging in het hoger onderwijs erkennen als zij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° het beheer, de coördinatie en de bevordering van de sport in het hoger onderwijs tot doel hebben;

2° deel uitmaken van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet;

3° volledige autonomie hebben op het vlak van administratief en financieel beheer;

4° haar hoofdzetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

5° een regelmatige activiteit uitoefenen in overeenstemming met haar maatschappelijk doel;

6° worden opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen;

7° een boekhouding voeren volgens het door de Regering vastgestelde model, die het mogelijk maakt de in 9° bedoelde controle te verrichten;

8° op het ogenblik van de indiening van de erkenningsaanvraag ten minste één jaar regelmatig bestaan en regelmatige sportactiviteiten hebben, hetzij binnen een communautaire structuur, hetzij binnen een reeds bestaande nationale structuur;

9° de inspectie van haar activiteiten en de controle van al haar boekhoudkundige en administratieve documenten door de ambtenaren die daartoe door de Regering zijn gemachtigd, te aanvaarden;

10° uit zijn midden slechts één sportcentrum in het hoger onderwijs per universitaire instelling, hogeschool of hoger kunstonderwijs, zoals bepaald in artikel 1, 19°, te aanvaarden en het volgende op te leggen:

a) een regelmatige activiteit uit te oefenen die in overeenstemming is met haar doel en daartoe over de nodige sportfaciliteiten beschikken;

b) worden bestuurd door een raad van bestuur die bestaat uit ten minste zeven leden, waarvan de meerderheid bestaat uit sportstudenten die zijn gekozen door de leden van het sportcentrum in het hoger onderwijs;

c) door haar algemene vergadering bepalingen laten vaststellen om ervoor te zorgen dat de deelnemers aan de activiteiten die zij ontwikkelt, verzekerd zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid en vergoeding van persoonlijk letsel;

d) de inspectie van haar activiteiten door ambtenaren die daartoe door de Regering zijn aangesteld, aanvaarden;

e) zorgen voor de verspreiding van de regels voor de bestrijding van doping van de sportvereniging in het hoger onderwijs onder haar aangesloten studenten;

11° beheerd worden door een bestuursorgaan dat bestaat uit ten minste zeven personen.

Binnen het leidinggevend orgaan mag het aantal bestuurders van hetzelfde geslacht niet meer dan 80% bedragen.

AFDELING IX. — *De procedure voor het indienen van erkenningsaanvragen*

**Art. 29.** De erkenningsaanvraag wordt door de federatie of vereniging ingediend door middel van een formulier waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

De aanvraag wordt gericht aan de Regering, vergezeld van de bijlagen die deze bepaalt.

De erkenning wordt door de Regering, na raadpleging van de Hoge Raad, verleend voor een periode van acht jaar die ingaat op 1 januari van het jaar dat volgt op de Olympische en Paralympische Zomerspelen.

Wanneer de erkenning plaatsvindt tijdens een erkenningsperiode, wordt ze toegekend tot het einde van die erkenningsperiode.

De erkenning kan onder opschortende voorwaarden worden verleend. De beslissing van de Regering moet noodzakelijkerwijs de termijn bevatten waarbinnen de federatie of vereniging aan de voorwaarden moet voldoen.

Bij de beslissing om een federatie of vereniging al dan niet te erkennen, houdt de Regering, na raadpleging van de Hoge Raad, rekening met de aanvullende overwegingen:

- (1) de aard van de activiteit(en);
- (2) het aantal sportbeoefenaars
- (3) alle organische relaties met communautaire, nationale, internationale of olympische sportorganisaties;
- (4) de geografische spreiding van de clubs waaruit zij is samengesteld, teneinde haar representativiteit in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te waarborgen;
- (5) de naleving van de beginselen van Hoofdstuk I - Afdeling II.

**Art. 30.** De Regering erkent, na raadpleging van de Hoge Raad, elke federatie of sportvereniging in een van de in artikel 1 omschreven categorieën.

In geval van belangrijke wijzigingen in de organisatie van de betrokken sport kan de Regering, na raadpleging van de Hoge Raad, op eigen initiatief of op verzoek van een federatie of vereniging te allen tijde deze indeling herzien.

**Art. 31.** De erkenningsbeslissingen worden aan de betrokken federatie of sportvereniging meegedeeld binnen zes maanden nadat de aanvrager het dossier in overeenstemming heeft gebracht met de voorschriften.

**Art. 32.** § 1. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen van dit decreet of van enig ander decretale of wettelijke bepaling die voor hen van kracht is in de Franse Gemeenschap, kan de erkenning door de Regering worden opgeschort of ingetrokken, na raadpleging van de Hoge Raad en nadat de federatie of vereniging is verzocht haar argumenten naar voren te brengen.

Deze beslissing wordt de betrokken federatie of sportvereniging onverwijld per aangetekende brief.

§ 2 Indien een sportfederatie of -vereniging of een van haar clubs een van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 17, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 en 28 of de bepalingen van Hoofdstuk I, Afdeling II, niet nakomt, geeft de Regering de federatie of vereniging bij aangetekende brief de opdracht om te voldoen aan de bepalingen van genoemde bepalingen, en dit uiterlijk binnen een maand vanaf de ontvangst van deze brief.

Indien de federatie of vereniging, ongeacht de sancties voorzien in § 1, geen gevolg geeft aan de aanmaning, kan de Regering, nadat de federatie of vereniging is uitgenodigd om haar argumenten naar voren te brengen, beslissen om voor het dienstjaar volgend op het jaar waarin de inbreuk is gepleegd, de subsidie(s) bedoeld in de artikelen 34, 37 en 42 af te schaffen of te beperken.

De Regering stelt de procedure vast voor het opheffen of beperken van de mogelijkheid om subsidies te verkrijgen.

**Art. 33.** § 1. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening van en de behandeling van de beroepen die worden ingesteld tegen beslissingen inzake niet-erkenning, klasseren en herziening van het klasseren, tegen het uitblijven van een beslissing en tegen de sancties, bedoeld in artikel 32 van het decreet.

In het laatste geval is het beroep opschortend. Het beroep moet met redenen zijn omkleed en bij aangetekend schrijven worden ingediend.

§ 2 Elk beroep tegen een beslissing over de erkenning of het klasseren en de sanctie bedoeld in artikel 32, § 2, van het decreet moet worden ingesteld binnen 30 dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing en bij gebreke van een beslissing binnen 30 dagen na het einde van de zesde maand na de datum waarop het verzoekschrift tot naleving werd gebracht.

§ 3 De Regering beslist:

1° In geval van beroep tegen een beslissing tot erkenning: na overleg met de Hoge Raad, binnen 90 dagen na verzending van het beroep;

2° Indien het beroep betrekking heeft op het ontbreken van een beslissing: na overleg met de Hoge Raad, binnen de dertig dagen na verzending van het beroep;

3° In geval van een sanctie als bedoeld in artikel 32, § 2: binnen negentig dagen na de verzending van het beroep.

§ 4 Elke beslissing met betrekking tot het gevolg dat aan een beroep wordt gegeven, moet ter kennis worden gebracht van de betrokken federatie of vereniging.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies*AFDELING I. — *Forfaitaire werkingsubsidie*

**Art. 34.** § 1. De Regering verleent jaarlijks aan elke erkende federatie en sportvereniging een forfaitaire werkingsubsidie, binnen de perken van de in artikel 43 vastgestelde begrotingskredieten.

Deze subsidie dient ter dekking van een deel van de uitgaven die de erkende federaties en verenigingen doen om zowel hun basiswerking voor de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel als de bezoldiging van het administratief personeel van de erkende sportfederaties en het administratief en sportpersoneel van de niet-competitieve sportfederaties en multidisciplinaire sportverenigingen te verzekeren.

De Regering bepaalt, wat betreft de informatie over de tewerkstelling, de elementen die zijn ontleend aan de databank voor tewerkstelling die is ingesteld bij het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

§ 2 Bij de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie voor sportfederaties en -verenigingen wordt rekening gehouden met de volgende elementen, in de volgende verhoudingen:

- a) het aantal leden, zoals bepaald in artikel 1, 6°, van het decreet, voor 50%;
- b) het aantal clubs, zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet, voor 25%;
- c) het aantal sportbeoefenaars met het statuut van topsporters, sportbeloften en trainingspartners, voor 10%;
- d) het pedagogisch of beheerskader, met inbegrip van scheidsrechters, dat een gecertificeerde opleiding heeft gevolgd, voor 10%.

Met pedagogisch kader bedoelen we het aantal homologaties die na 2012 plaatsvonden, op basis van de normen die na de hervorming van de opleiding van leidinggevenden werden aangenomen.

Voor de berekening wordt alleen rekening gehouden met het hoogste gecertificeerde niveau.

Met leidinggevend kader bedoelen we het aantal personeelsleden of leden van de raad van bestuur van de federatie of sportvereniging die een gecertificeerde opleiding op dit gebied hebben gevalideerd.

Voor de berekening wordt alleen rekening gehouden met het hoogste gecertificeerde niveau.

Met scheidsrechter bedoelen we scheidsrechters die gecertificeerd zijn door de federatie of sportvereniging, afhankelijk van hun niveau (regionaal, nationaal of internationaal).

Voor de berekening wordt alleen met het hoogste gecertificeerde niveau rekening gehouden;

e) naleving van de beginselen van goed bestuur op basis van een door de Regering aangenomen evaluatieschema, voor 5%.

Voor federaties en verenigingen die geen topsport beheren, wordt de 10% die in principe wordt toegekend op basis van het aantal topsporters als volgt verdeeld:

- 5% extra, afhankelijk van het aantal leden;
- 5% extra, afhankelijk van het aantal clubs.

Voor de gehandicapten sportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten is 10% van het totale bedrag voor de gehandicapten sportfederatie gereserveerd voor het administratief beheer van de topsport. Bij de berekening van het saldo van de forfaitaire werkingssubsidie wordt rekening gehouden met de volgende elementen, in de volgende verhoudingen:

- a) het aantal leden, zoals bepaald in artikel 1, 6° van het decreet, alsmede het aantal sporters bedoeld in artikel 23, 3°, voor 55%;
- b) het aantal clubs, zoals bepaald in artikel 1, 8° van het decreet, voor 30%;
- c) het pedagogisch of beheerskader, met inbegrip van scheidsrechters, dat een gecertificeerde opleiding heeft gevolgd, voor 10%;
- (d) naleving van de beginselen van goed bestuur op basis van een door de Regering vastgestelde evaluatietabel voor 5%.

Voor de sportvereniging in het hoger onderwijs en de school sportfederatie is het bedrag van de subsidie gelijk aan het bedrag dat werd toegekend in het jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De Regering specificeert de wijze van berekening van de subsidie, met inachtneming van de beschikbare begrotingskredieten, en stelt zo nodig de wijze van berekening van de subsidie vast gedurende een overgangperiode van ten hoogste drie jaar.

§ 3. het bedrag van de forfaitaire werkingssubsidie is gekoppeld aan schommelingen van de consumentenprijsindex. Het basisindexcijfer van de consumptieprijzen is het indexcijfer dat op 1 december 2012 van kracht is.

§ 4 In geval van een belangrijke wijziging van een van de in § 2 genoemde parameters in een erkende federatie of vereniging kan de Regering op eigen initiatief of op verzoek van de betrokken federatie of vereniging een beoordeling uitvoeren van de factoren die kunnen leiden tot een significante positieve of negatieve wijziging van de operationele uitgaven van die federatie of vereniging, en kan zij de aan haar toegekende jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie dienovereenkomstig aanpassen.

§ 5 De Regering stelt de procedure voor de indiening van de aanvragen en de voorwaarden voor de toekenning van de forfaitaire werkingssubsidie vast.

**Art. 35.** § 1. Een voorschot op de in artikel 34 bedoelde jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie wordt aan de begunstigden betaald.

Dit voorschot bedraagt 80 % van het bedrag dat in het voorgaande jaar voor hetzelfde doel aan dezelfde begunstigde is toegekend en wordt als volgt verdeeld:

- 1° in het laatste kwartaal van het jaar voorafgaand aan het gesubsidieerde dienstjaar mag maximaal 50% van het bedrag als voorschot worden betaald;
- 2° het saldo van het voorschot wordt betaald in het eerste kwartaal van het gesubsidieerde dienstjaar;
- 3° het saldo van de subsidie wordt betaald aan het einde van de eerste helft van het gesubsidieerde dienstjaar, op voorwaarde dat de begunstigde aan de Administratie het boekhoudkundig bewijs heeft geleverd van de besteding van de toegekende subsidies in het voorgaande jaar.

§ 2. Een volledige of gedeeltelijke ongerechtvaardigde subsidie zal onverwijld en uiterlijk bij de betaling van het volgende voorschot of de volgende subsidie aan de begunstigde op grond van dit decreet of enige andere regelgeving, geheel of gedeeltelijk worden teruggevorderd.

§ 3. Wanneer deze bepaling in werking treedt, wordt aan de begunstigden een voorschot op de in artikel 34 bedoelde jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie betaald.

Dit voorschot bedraagt 80 % van het bedrag van de prognose van de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie en wordt als volgt verdeeld:

- 1° een maximumbedrag van 50% mag worden voorgeschoten in de loop van het laatste kwartaal van het jaar dat voorafgaat aan het gesubsidieerde dienstjaar;
- 2° het saldo van het voorschot wordt betaald in het eerste kwartaal van het gesubsidieerde dienstjaar;

3° het saldo van de subsidie wordt betaald aan het einde van de eerste helft van het gesubsidieerde dienstjaar, op voorwaarde dat de begunstigde aan de Administratie het boekhoudkundig bewijs heeft geleverd van het gebruik van de in het voorgaande jaar toegekende subsidies.

§ 4. In geval van een nieuwe erkenning wordt aan de begunstigten een voorschot op de in artikel 34 bedoelde jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie betaald.

Dit voorschot bedraagt 80 % van het bedrag van de prognose van de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie en wordt als volgt verdeeld:

1° een maximumbedrag van 50% mag in het eerste kwartaal van het gesubsidieerde dienstjaar worden voorgeschoten;

2° het saldo van de subsidie wordt betaald aan het einde van de eerste helft van het gesubsidieerde dienstjaar.

**Art. 36.** Erkende federaties en verenigingen moeten de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie die hun wordt toegekend, overeenkomstig de beginselen van behoorlijk bestuur beheren en uitsluitend gebruiken voor de uitvoering van hun administratieve, technische en organisatorische taken. Deze fondsen mogen niet direct of indirect worden gebruikt voor de financiering van de bij hen aangesloten clubs en andere ondersteunende structuren.

Indien de controle bedoeld in artikel 21, 11°, a) niet-naleving van deze bepalingen of inbreuken op de boekhoudwetgeving, de wet op de verenigingen zonder winstoogmerk of de sociale en fiscale wetgeving aan het licht brengt, kan de Regering, nadat de federatie of de vereniging is verzocht haar argumenten naar voren te brengen, een van de sancties voorzien in artikel 32 opleggen.

In het kader van deze procedure kan zij, alvorens te beslissen, de algemene vergadering van de betrokken federatie of vereniging opdracht geven om op kosten daarvan een audit door een revisor te laten uitvoeren.

#### *AFDELING II. — Subsidie voor de ontwikkeling van topsport*

**Art. 37.** § 1. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, aan erkende sportverenigingen en aan de sportfederatie voor gehandicapten een aanvullende subsidie toekennen ter ondersteuning van de uitvoering van een plan voor de ontwikkeling van de topsport, met inbegrip van het personeel van het sportkader dat nodig is voor de uitvoering van het plan en de steun aan topsporters in het kader van hun levensproject. Deze bijkomende subsidie is voorbehouden voor atleten die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden van de internationale federaties om België te vertegenwoordigen in internationale competities.

De Regering bepaalt, wat betreft de informatie over de tewerkstelling, de elementen uit de databank voor tewerkstelling die is ingesteld bij het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

Het programmaplan bestrijkt een periode van vier jaar die begint op 1 januari na de organisatie van de Olympische en Paralympische Zomerspelen en eindigt op 31 december na de organisatie van de volgende Olympische en Paralympische Zomerspelen.

Voor sportfederaties die een winterse discipline beheren, wordt de periode van bekendmaking van de programmaplanen bepaald, rekening houdend met de termijnen in verband met de organisatie van de Olympische en Paralympische Winterspelen.

De sportfederaties en de gehandicaptensportfederatie actualiseren jaarlijks hun programmaplan. Daartoe sturen zij de Regering met name een activiteitenverslag over het voorgaande dienstjaar.

Sportfederaties die een discipline in het kader van het programma voor de Olympische Zomer- of Winterspelen beheren, brengen na afloop van hun programmaplan aan de Regering een verslag uit over de vier jaar van dat programmaplan. Dezelfde verplichting geldt voor de gehandicaptensportfederatie met betrekking tot de Paralympische Spelen.

§ 2. Om het bedrag van de in § 1 bedoelde subsidie vast te stellen, bepaalt de Regering voor elke sportfederatie en de gehandicaptensportfederatie:

1° de activiteiten die voor de subsidie in aanmerking komen;

2° de aard van de in aanmerking komende uitgaven, met inbegrip van de voorwaarden voor de toekenning van het gedeelte van de subsidie dat eventueel bestemd is voor de bezoldiging van het sportief kader;

3° de maximumbedragen die eventueel van toepassing zijn op de toelaatbare uitgaven,

De Regering kan een plafond vaststellen voor het totale bedrag van de toelaatbare uitgaven.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure die moet gevolgd worden voor het indienen van het programmaplan waarvan sprake in § 1. Bovendien worden de minimumrichtlijnen vastgesteld die in het programmaplan moeten worden opgenomen.

§ 4 Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt aan de begunstigten een voorschot op de aanvullende subsidie betaald.

Dit voorschot bedraagt 80 % van het bedrag dat in het voorgaande jaar voor hetzelfde doel aan dezelfde begunstigde is toegekend en wordt als volgt verdeeld:

1° in het laatste kwartaal van het jaar voorafgaand aan het gesubsidieerde dienstjaar mag maximaal 50% van het bedrag als voorschot worden betaald;

2° het saldo van het voorschot wordt betaald in het eerste kwartaal van het gesubsidieerde dienstjaar;

3° het saldo van de subsidie wordt betaald in het jaar volgende op het dienstjaar waarvoor de subsidie is toegekend, mits de begunstigde de administratie het boekhoudkundige bewijs heeft geleverd van het gebruik van de in het voorgaande jaar toegekende subsidies.

In de loop van het jaar kan een extra voorschot worden betaald, mits de in de artikelen 22 en 23 bedoelde sportfederaties het boekhoudkundige bewijs van het gebruik van de betaalde voorschotten hebben geleverd.

### AFDELING III. — Subsidies voor de opleiding van kaderleden

**Art. 38.** § 1. De Regering levert getuigschriften af op het vlak van omkadering voor pedagogische, veiligheids- of beheersfuncties.

§ 2. De opleiding van kaderleden op pedagogisch vlak omvat een specifieke opleiding voor elke sportdiscipline of groep van soortgelijke sportdisciplines, voorafgegaan, afhankelijk van het niveau, door een algemene opleiding georganiseerd door de overheid, volgens de procedures die zij bepaalt.

§ 3. De opleiding van kaderleden op vlak van veiligheid en beheer omvat een specifieke opleiding, eventueel voorafgegaan door een algemene opleiding, afhankelijk van het niveau.

§ 4. De Regering organiseert de algemene opleidingen.

Ze legt vast:

1° de administratieve gegevens van de verrichter;

2° een beschrijving van de taken en de vereiste vaardigheden;

3° een beschrijving van de modaliteiten voorafgaand aan de organisatie van de opleiding;

4° een beschrijving van de opleidingsprogramma's en -inhoud;

5° een beschrijving van de programma's en de inhoud van de stages;

6° een beschrijving van de evaluatiemethoden;

7° de voorwaarden voor vrijstellingen en gelijkwaardigheid van diploma's;

8° een beschrijving van de regels voor de afgifte van attesten van slagen.

§ 5. Om de inhoud van de opleiding te kunnen vormen, wordt elk onafhankelijk kwalificatieniveau vanuit het perspectief van verschillende thema's bekeken:

1° institutioneel en wettelijk kader;

2° didactiek en methodologie;

3° bepalende factoren van activiteit en prestaties;

4° veiligheid en preventieve aspecten;

5° ethiek en deontologie;

6° management.

§ 6. De Regering kan de organisatie van de algemene opleiding geheel of gedeeltelijk delegeren aan:

1° openbare of particuliere onderwijsinstellingen;

2° openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in opleiding;

3° de sportfederaties die bevoegd zijn in overeenstemming met artikel 39, in overeenstemming met de procedures die zij bepaalt.

Deze instellingen of organen zijn verplicht § 4 en 5 na te leven.

§ 7. De Regering kan de algemene opleiding die wordt georganiseerd door openbare of particuliere onderwijsinstellingen of door openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in opleiding, geheel of gedeeltelijk erkennen.

Deze instellingen of organen zijn verplicht de § 4 en 5 na te leven.

**Art. 39.** § 1. De Regering wijst de organisaties aan, zoals bepaald in artikel 38, § 6, die bevoegd zijn om de specifieke pedagogische opleiding voor hen te organiseren.

Na overleg met de aangewezen sportfederatie stelt zij voor elk type en niveau van opleiding een opleidingsreferentiekader vast dat het volgende omvat:

1° de administratieve gegevens van de gedelegeerde verrichter;

2° een beschrijving van de taken en de vereiste vaardigheden;

3° een beschrijving van de procedures voorafgaand aan de organisatie van de opleiding;

4° een beschrijving van de opleidingsprogramma's en -inhoud;

- 5° een beschrijving van de programma's en de inhoud van de stages;
- 6° een beschrijving van de evaluatiemethoden;
- 7° de voorwaarden voor vrijstellingen en gelijkwaardigheid van diploma's;
- 8° een beschrijving van de regels voor de verlening en certificering van de getuigschriften.

§ 2. Met instemming van de Regering kunnen de aangewezen sportfederaties de organisatie van de specifieke opleidingen geheel of gedeeltelijk delegeren aan:

- 1° openbare of particuliere onderwijsinstellingen;
- 2° openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in de betrokken discipline.

Deze instellingen of organen zijn verplicht zich te houden aan de bepalingen van § 1.

§ 3. De Regering kan, na overleg met de betrokken aangewezen sportfederaties, de specifieke opleiding die door openbare of particuliere onderwijsinstellingen of door in opleiding gespecialiseerde openbare of particuliere instellingen wordt georganiseerd, geheel of gedeeltelijk erkennen.

Deze instellingen of organen zijn verplicht zich te houden aan de bepalingen van § 1.

§ 4. De aangewezen sportfederaties moeten aan de Regering de goedkeuring voorleggen van getuigschriften die specifieke opleidingscursussen certificeren.

**Art. 40.** § 1. Voor de organisatie van de veiligheids- of bestuursopleiding wijst de Regering het volgende aan:

- 1° openbare of particuliere onderwijsinstellingen;
- 2° openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in opleidingen.

Deze opleidingen zijn in het bijzonder gericht op:

- a) sportleiders;
- b) ambtenaren die verantwoordelijk zijn voor sport;
- c) beheerders van sportfaciliteiten;
- d) sportbeambten;
- e) informatiecentra of structuren die belast zijn met ethische kwesties;
- f) personen die belast zijn met het toezicht, de preventie en de veiligheid in de sport.

§ 2. Daartoe stelt zij, in voorkomend geval in overleg met instanties die erkend zijn voor hun specifieke vaardigheden op dit gebied, voor elk type en elk niveau van specifieke opleiding een referentiekader voor opleiding vast dat betrekking heeft op de opleiding:

- 1° de administratieve gegevens van de gedelegeerde verrichter;
- 2° een beschrijving van de taken en de vereiste vaardigheden;
- 3° een beschrijving van de procedures voorafgaand aan de organisatie van de opleiding;
- 4° een beschrijving van de opleidingsprogramma's en -inhoud;
- 5° een beschrijving van de programma's en de inhoud van de stages;
- 6° een beschrijving van de evaluatiemethoden;
- 7° de voorwaarden voor vrijstellingen en gelijkwaardigheid van diploma's;
- 8° een beschrijving van de regels voor de verlening en certificering van de getuigschriften.

§ 3. Om de opleidingsmodules te kunnen vormen, wordt elk onafhankelijk kwalificatieniveau vanuit het perspectief van verschillende thema's bekeken:

- 1° institutioneel en wettelijk kader;
- 2° didactiek en methodologie;
- 3° bepalende factoren van de activiteit;
- 4° veiligheid en preventieve aspecten;
- 5° ethiek en deontologie;
- 6° management, met inbegrip van de evenwichtige deelname van mannen en vrouwen in managementfuncties.

§ 4. De Regering kan de in § 1 bedoelde opleidingen die worden georganiseerd door organen of instellingen met een goede reputatie op het betrokken gebied, geheel of gedeeltelijk erkennen.

Deze instellingen of organen zijn verplicht de § 2 en 3 na te leven.

**Art. 41.** Om het overleg te structureren, wordt een pedagogische commissie gevormd door een sportdiscipline of een familie van disciplines.

Deze commissie, waarvan de samenstelling en de bevoegdheden door de Regering worden bepaald, is belast met het adviseren van de administratie over zaken die verband houden met de opleiding van kaderleden.



**Art. 42.** § 1. De Regering kan een aanvullende subsidie toekennen aan de sportverenigingen en de sportfederatie voor gehandicapten ter ondersteuning van de uitvoering van een programmaplan voor de opleiding van kaderleden.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure die moet worden gevolgd voor de invoering van het in § 1 bedoelde programmaplan.

Bovendien worden de minimumrichtlijnen vastgesteld die in het programmaplan voor de opleiding van kaderleden moeten worden opgenomen, met inbegrip van het personeel van het sportief kader dat nodig is voor de uitvoering ervan.

Het programmaplan bestrijkt een periode van vier jaar die begint op 1 januari na de organisatie van de Olympische en Paralympische Zomerspelen en eindigt op 31 december na de organisatie van de volgende Olympische en Paralympische Zomerspelen.

Voor sportfederaties die een winterse discipline beheren, wordt de periode van bekendmaking van de programmaplanen bepaald, rekening houdend met de termijnen in verband met de organisatie van de Olympische en Paralympische Winterspelen.

De sportfederaties en de gehandicapten sportfederatie actualiseren jaarlijks hun programmaplan. Daartoe sturen zij de Regering met name een activiteitenverslag over het voorgaande dienstjaar.

Sportfederaties die een discipline in het kader van het programma voor de Olympische Zomer- of Winterspelen beheren, brengen na afloop van hun programma aan de Regering een verslag uit over de vier jaar van dat programma.

Dezelfde verplichting geldt voor de gehandicapten sportfederatie met betrekking tot de Paralympische Spelen.

§ 3. De aanvullende subsidie ter ondersteuning van het programmaplan voor de opleiding van kaderleden kan dienen voor:

- 1° de conceptualisering van opleidingsnormen voor elk opleidingsniveau;
- 2° de organisatie van de opleiding van elk erkend opleidingsniveau;
- 3° de organisatie van permanente vorming.

§ 4. Om het bedrag van de in § 1 bedoelde subsidie vast te stellen, bepaalt de Regering voor elke sportfederatie en de gehandicapten sportfederatie:

- 1° de activiteiten die voor de subsidie in aanmerking komen;
- 2° de aard van de in aanmerking komende uitgaven, met inbegrip van de voorwaarden voor de toekenning van het gedeelte van de subsidie dat eventueel bestemd voor de bezoldiging van het sportief kader;
- 3° de maximumbedragen die eventueel van toepassing zijn op de toelaatbare uitgaven.

De Regering kan een plafond vaststellen voor het totale bedrag van de toelaatbare uitgaven.

§ 5. Een voorschot op de aanvullende opleidingssubsidie wordt aan de begunstigde betaald.

Maximaal 50% van de verschuldigde subsidie kan aan het einde van het eerste kwartaal worden uitbetaald.

Het saldo van de subsidie wordt betaald in het jaar volgend op het jaar waarin de subsidie is toegekend, mits de begunstigde aan de Administratie het boekhoudkundige bewijs heeft geleverd van het gebruik van de subsidie.

#### *AFDELING IV. — De inschrijving op de begroting*

**Art. 43.** Met ingang van het begrotingsjaar 2020 worden 7 basisallocaties gecreëerd binnen de organisatie-afdeling "Sport" van de Franse Gemeenschapsbegroting, die als volgt worden genoemd:

- 1° forfaitaire subsidie voor de werking van erkende sportfederaties;
- 2° subsidie voor de programmaplanen van erkende sportfederaties en de gehandicaptenfederatie;
- 3° forfaitaire werkingssubsidie voor de gehandicapten sportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten;
- 4° forfaitaire subsidie voor de werking van erkende niet-competitieve sportfederaties;
- 5° forfaitaire subsidie voor de werking van erkende sportverenigingen, met uitzondering van de in 6° van dit artikel bedoelde subsidies;
- 6° forfaitaire subsidie voor de werking van een erkende schoolsportvereniging en een erkende sportvereniging voor het hoger onderwijs;
- 7° subsidie voor de opleiding van kaderleden.

#### *HOOFDSTUK V. — Evaluatie van het decreet*

**Art. 44.** Dit besluit wordt om de vier jaar geëvalueerd.

De Regering stelt de modaliteiten van de evaluatie vast, met inbegrip van het advies van de Hoge Raad, en bezorgt de conclusies aan het Parlement.

#### *HOOFDSTUK VI. — Wijzigings-, intrekings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 45.** De erkenningsbesluiten die op basis van het decreet van 8 december 2006 aan sportfederaties en -verenigingen zijn toegekend, worden gehandhaafd tot 31 december 2024.

**Art. 46.** Het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

De volgende decreten en bepalingen worden dienovereenkomstig aangepast:

- Artikelen 1 en 3 van het decreet van 30 maart 2007 'tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen';
- artikel 76 van het decreet van 23 januari 2009;
- artikels 1 en 8 van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping;
- artikel 151 van het decreet van 7 november 2013;
- artikel 1 van het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de code voor sportethiek;
- artikels 1, 11, 12 et 24 van het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied.

**Art. 47.** Artikel 9 van het decreet tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen wordt vervangen door wat volgt:

« Art. 9 De vereniging moet haar erkenning en steun van de Franse Gemeenschap vermelden in haar officiële documenten en in haar promotiemateriaal. ».

**Art. 48.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

Nota

*Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 827-1 – Commissieamendementen, nr. 827-2 – Commissieverslag, nr. 827-3. – Tekst aangenomen door de commissie, nr. 827-4. – Vergaderingsamendementen, nr. 827-5 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 827-6.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 mei 2019.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14848]

### 17 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant démission honorable du Chef de Cabinet du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant nomination du Chef de Cabinet du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;

Vu la circulaire du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 fixant les procédures relatives au fonctionnement des cabinets ministériels ;

Sur proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Démission honorable de ses fonctions de Chef de Cabinet du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative est accordée à Monsieur Xavier Bodson à la date du 16 septembre 2019 au soir.